



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 OCTOBRE 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 28th, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439-1-52

Lettres patentes

Hardware Retailers Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt septembre, 1950, constituant en corporation sans capital actions: David Markoff, Samuel Blau, Maurice Arbess, Bernard Migicovsky, Fred Fox et Sidney Nemtin, tous quincailliers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir et sauvegarder les intérêts et le bien-être de ses membres, sous le nom de "Hardware Retailers Association of Montreal".

Les pouvoirs accordés ne permettent aucun jeu à l'argent, de quelque nature que ce soit, et spécialement ne permettent pas de conduire ou jouer tout jeu de hasard ou tout jeu mixte de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas la

Letters Patent

Hardware Retailers Association of Montreal

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September, 1950, incorporating without share capital: David Markoff, Samuel Blau, Maurice Arbess, Bernard Migicovsky, Fred Fox and Sidney Nemtin, all hardware merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To study, promote and safeguard the interest and welfare of its members, under the name of "Hardware Retailers Association of Montreal".

The powers granted do not permit gambling practices of any nature and in particular do not permit the conducting or playing of any game of chance or any mixed game of chance and skill, and do not authorize the company to apply for,

compagnie à demander ou détenir une licence accordée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sera limité la valeur des revenus annuels des propriétés immobilières que la corporation pourra posséder, sera de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1950.

L'Assistant procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

Manhattan Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seize septembre 1950, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Samuel Litwin, agent d'assurance, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et des biens immobiliers de toute description, et exercer un commerce général d'amélioration d'immeubles et un commerce de construction, sous le nom de "Manhattan Realities Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

Montreal Apartments, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente-et-un août 1950, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Ellen Perry et Gabrielle Picard, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés mobilières ou immobilières, dans un but de placement, sous le nom de "Montreal Apartments, Ltd.", avec un capital de \$1,701,000, divisé en 17,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1321 rue Sherbrooke ouest, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

Motor Car Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre

hold any license granted by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the value of the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28600-o Deputy Attorney General.

Manhattan Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of September, 1950, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Samuel Litwin, insurance agent, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and in immoveables of every description and to carry on a general real estate improvement and construction business, under the name of "Manhattan Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28600-o Deputy Attorney General.

Montreal Apartments, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirty-first day of August, 1950, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Ellen Perry and Gabrielle Picard, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in moveable or immoveable property for the purpose of investment under the name of "Montreal Apartments, Ltd.", with a capital stock of \$1,701,000, divided into 17,000 preferred shares of the par value of \$100. each, and 1,000 common shares of the par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at 1321 Sherbrooke Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28600-o Deputy Attorney General.

Motor Car Importers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2,

276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1950, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, Paul H. Levesque, Marcel Robitaille, Gaston Pouliot, avocats, Alcide Grenon, comptable, Bella Bugeaud, sténographe, Andrée Bourdon, Suzanne Léger, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules moteurs, pièces et accessoires de véhicules moteurs, sous le nom de "Motor Car Importers Ltd."

Le capital actions de la compagnie est divisé en 1500 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$7,500.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

28600

L. DÉSILETS.

National Caterers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1950, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat, conseil en loi du Roi, James Pettigrew Diplock, avocat, Edmund Dwyer McCaffrey, vendeur, Edouard Charland, vendeur, tous de la cité de Montréal, et Mildred Agnes Callaghan, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pourvoyeurs généraux et faire le commerce de produits alimentaires; sous le nom de "National Caterers Limited".

Le capital actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions, Classe A. votantes, et 2,000 actions, Classe B, non-votantes, sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations, sera de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

28600

L. DÉSILETS.

Novelty Pants & Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1950, constituant en corporation: Abraham Shaikovitch, Sol Yellin, manufacturiers, Dame Faye Furie, ménagère, épouse séparée de biens de Abraham Shaikovitch, et Dame Fay Segall, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Sol Yellin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, cotons, soies, vêtements, hardes, articles de sport et vêtements de sport de toutes espèces, sous le nom de "Novelty Pants &

Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of September, 1950, incorporating: Marcel Lajeunesse, Paul-H. Levesque, Marcel Robitaille, Gaston Pouliot, advocates, Alcide Grenon, accountant, Bella Bugeaud, stenographer, André Bourdon, Suzanne Léger, stenographers all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, motor vehicle parts and accessories, under the name of "Motor Car Importers Ltd."

The capital stock of the company is divided into 1500 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$7,500.

The number of shareholders shall be restricted to not more than twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,

28600-o

Deputy Attorney General.

National Caterers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1950, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister, King's Counsel, James Pettigrew Diplock, barrister, Edmund Dwyer McCaffrey, salesman, Edouard Charland, salesman, all of the City of Montreal, and Mildred Agnes Callaghan, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general caterers and to deal in all foods, under the name of "National Caterers Limited".

The capital stock of the company is divided into 2,000 class A voting and 2,000 class B non-voting shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$20,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,

28600-o

Deputy Attorney General.

Novelty Pants & Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the fourteenth day of September, 1950, incorporating: Abraham Shaikovitch, Sol Yellin, manufacturers, Dame Faye Furie, housewife, wife separate as to property of Abraham Shaikovitch, and Dame Fay Segall, housewife, wife contractually separate as to property of Sol Yellin, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, cotton goods, silks, clothing, garments, sporting goods and sporting apparel of every kind, under the name of "Novelty Pants & Sportswear Ltd."

Sportswear Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

Supreme Laces Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1950, constituant en corporation: Henry Naimark, Edward Naimark, marchands, Rebecca Berman Naimark, ménagère, épouse séparée de biens de Henry Naimark, et Shirley Shapiro Naimark, ménagère, épouse séparée de biens de Edward Naimark, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de dentelles, marchandises de dentelle, toiles, toiles brodées et autres articles de coton, les soies et soieries, et tous autres tissus de toutes description et de toutes sortes, sous le nom de "Supreme Laces Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

Veritas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Martine Ranger, sténographe, de l'Abord-à-Plouffe, Roberte Beaupré, commis, et Pauline Cabana, sténographe, toutes deux de la cité de Montréal, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses branches un commerce général d'annonce et de publicité, sous le nom de "Veritas Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28600 L. DÉSILETS.

L'Évêque Catholique Romain de Joliette The Roman Catholic Bishop of Joliette

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1950, constituant en corporation "L'Évêque Catholique Romain de Joliette"—"The Roman Catholic Bishop of Joliette".

Le siège social de ladite corporation est situé à Joliette, dans le comté de Joliette.

with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28600-o Deputy Attorney General.

Supreme Laces Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941; bearing date the fourteenth day of September, 1950, incorporating: Henry Naimark, Edward Naimark, merchants, Rebecca Berman Naimark, housewife, wife separate as to property of Henry Naimark, and Shirley Shapiro Naimark, housewife, wife separate as to property of Edward Naimark, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in laces, lace goods, linens, embroidered linen and other cotton goods, silks, silk goods, and all other fabrics of every description and kind, under the name of "Supreme Laces Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100. each, and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 423 Mayor Street, Room 320, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28600-o Deputy Attorney General.

Veritas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Martine Ranger, stenographer, of L'Abord-à-Plouffe, Roberte Beaupré, clerk, and Pauline Cabana, stenographer, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, under the name of "Veritas Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS
28600-o Deputy Attorney General.

L'Évêque Catholique Romain de Joliette The Roman Catholic Bishop of Joliette

Notice is hereby given that under the Provisions of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76) letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1950, incorporating: "L'Évêque Catholique Romain de Joliette"—"The Roman Catholic Bishop of Joliette".

The head office of the said corporation is at Joliette, in the county of Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
ce 23 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28615-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-third day of October, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28615 Under Secretary of the Province.

Lettres patentes supplémentaires

Better Homes Builders Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 octobre 1950, à la compagnie "Better Homes Builders Limited", ratifiant son Règlement No XVIII étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616-o L. DÉSILETS,

Supplementary Letters Patent

Better Homes Builders Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Better Homes Builders Limited", ratifying its By-law No. XVIII extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616 Deputy Attorney General.

Champlain Lumber Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seize octobre 1950, à la compagnie "Champlain Lumber Co. Limited", ratifiant son Règlement N° 5: a) changeant les 100 actions ordinaires de \$1 chacune du capital autorisé de ladite compagnie en 100 actions ordinaires sans valeur au pair; b) subdivisant les 100 actions privilégiées de \$100 chacune de tel capital autorisé en 500 actions privilégiées de \$20 chacune, et remplaçant les droits, restrictions et privilèges attachés aux actions privilégiées par ceux énumérés dans le règlement; c) augmentant le capital autorisé de la compagnie par la création de 10,000 actions privilégiées additionnelles de \$20 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés dans le règlement; d) fixant le montant de capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations à pas moins de \$21,500; e) étendant les pouvoirs de la compagnie de la manière spécifiée dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

Champlain Lumber Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Champlain Lumber Co. Limited", ratifying its By-Law No. 5: a) changing the 100 common shares of \$1 each of the authorized capital of the said company into 100 common shares without par value; b) subdividing the 100 preferred shares of \$100 each of such authorized capital into 500 preferred shares of \$20 each, and replacing the rights, restrictions and privileges attaching to the preferred shares by those enumerated in the by-law; c) increasing the authorized capital of the company by the creation of 10,000 additional preferred shares of \$20 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the by-law; d) fixing the amount of capital with which the company will carry on its operations at not less than \$21,500; e) extending the powers of the company in the manner set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

C. O. Monat & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 octobre 1950, à la compagnie "C. O. Monat & Compagnie Limitée", ratifiant son Règlement N° 14 augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$120,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnées audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, ce 5 octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616-o L. DÉSILETS,

C. O. Monat & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "C. O. Monat & Compagnie Limitée", ratifying its By-law No. 14 increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000 by the creation of 20,000 preferred shares of \$5 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616 Deputy Attorney General.

Courtland Park Housing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite loi chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du trois octobre 1950, à la compagnie "C.P.I. Homes Inc. (Montreal)" constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juin, 1949, changeant son nom en celui de "Courtland Park Housing Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

28616 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Courtland Park Housing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "C. P. I. Homes Inc. (Montreal)", incorporated by letters patent dated June 18th, 1949, changing its name to that of "Courtland Park Housing Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1950.

28616-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Drouin, Dubois & Sigouin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 octobre 1950, à la compagnie "J. S. Drouin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 août 1949, changeant son nom en celui de "Drouin, Dubois & Sigouin Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 7 octobre 1950.

28616-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Drouin, Dubois & Sigouin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. S. Drouin Inc.", incorporated by letters patent bearing date the thirtieth day of August, 1949, changing its name into that of "Drouin, Dubois & Sigouin Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

28616 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duplan Dyeing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six octobre 1950, à la compagnie "Valley Dyeing & Finishing Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 avril 1940, sous le nom originaire de "Colonial Dyeing & Finishing Co. Limited", et par lettres patentes supplémentaires en date du 7 février 1941, changeant ledit nom originaire en celui de "Valley Dyeing & Finishing Company Limited" et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires, datées respectivement du 15 septembre 1942 et du 23 avril 1945, ratifiant: 1° un règlement spécial convertissant 1,500 actions privilégiées non-émises de 100 chacune en 1,500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, de manière à ce que le capital-actions de ladite compagnie sera, à l'avenir, divisé en 995 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, le montant de capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant fixé à \$19,950; 2° Règlement spécial no 2, changement de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Duplan Dyeing Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1950.

28616 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duplan Dyeing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Valley Dyeing & Finishing Company Limited", incorporated by letters patent dated April 22, 1940, under the original name of "Colonial Dyeing & Finishing Co. Limited", and by supplementary letters patent dated February 7, 1941, changing the said original name into that of "Valley Dyeing & Finishing Company Limited", and by further supplementary letters patent dated respectively September 15, 1942 and April 23, 1945, ratifying: 1. a Special By-Law converting 1,500 unissued preferred shares of \$100. each into 1,500 common shares without nominal or par value, so that the capital stock of the said company will be henceforth divided into 995 preferred shares of \$100. each and 2,000 common shares without nominal or par value, the amount of capital with which the company will continue its operations being fixed at \$19,950; 2. Special By-Law No. 2 further changing the name of the company to that of "Duplan Dyeing Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of October, 1950.

28616-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duplan of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six octobre 1950, à "La Compagnie M. E. Binz, Limitée" (M. E. Binz Company, Limited), constituée en corporation

Duplan of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie M. E. Binz, Limitée" (M. E. Binz Company, Limited), incorporated by letters patent dated October

par lettres patentes en date du 29 octobre 1931, et par lettres patentes supplémentaires datées respectivement du 28 mars 1935, et du 16 janvier 1940, changeant son nom en celui de "Duplan of Canada Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

29th, 1931, and by supplementary letters patent dated respectively March 28th, 1935 and January 16th, 1940, changing its name to that of "Duplan of Canada Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Gaspé Copper Mines, Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trois octobre 1950, à la compagnie "Gaspé Copper Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) ratifiant son règlement N° 8, augmentant son capital actions de \$2,000,000 à \$3,000,000, par la création de 1,000,000 d'actions additionnelles de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

Gaspé Copper Mines, Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gaspé Copper Mines, Limited" (No Personal Liability), ratifying its By-Law No. 8 increasing its capital stock from \$2,000,000 to \$3,000,000, by the creation of 1,000,000 additional shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Harpel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seize octobre 1950, à la compagnie "Harpel Limited", ratifiant son Règlement N° 22, augmentant son capital action de \$40,000 à \$90,000 par la création de 500 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnés dans tel règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS

Harpel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Harpel Limited", ratifying its By-law No. 22 increasing its capital stock from \$40,000 to \$90,000 by the creation of 500 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

I. Richer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre octobre 1950, à la compagnie "I Richer Inc." ratifiant son Règlement "A", augmentant son capital actions de \$20,000 à \$100,000, par la création de 800 actions privilégiées, de \$100 chacune et sujettes aux droits, restrictions et privilèges mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

I. Richer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "I Richer Inc.", ratifying its By-Law "A" increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$100,000.00 by the creation of 800 preferred shares of \$100.00 each and subject to the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

J.-B. B. Motor Express Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix octobre 1950, à la compagnie "J.-B. B. Motor Express Limited", ratifiant son Règlement spécial "B", augmentant

J.-B. B. Motor Express Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the Company "J.-B. B. Motor Express Limited", ratifying its Special By-Law "B" increasing its

son capital actions de 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair, à 410,000 actions sans valeur nominale ou au pair, par la création de 400,000 actions additionnelles sans valeur nominale ou au pair, et déclarant que ladite compagnie continuera ses opérations avec un montant de \$2,050,000.00.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

J. Eliosoff & Sons Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du trois octobre 1950, à la compagnie "J. Eliosoff & Sons Co.", ratifiant: 1° son règlement spécifié no 24, convertissant 50 actions ordinaires de \$100 chacune, en 50 actions privilégiées de \$100 chacune et énumérant les droits, privilèges, restrictions et limitations attachées à telles actions privilégiées; 2° son règlement spécial no 25 augmentant son capital actions de \$49,000. à \$124,000, par la création de 50 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et 700 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

Kirk Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix octobre 1950, à la compagnie "Kirk Property Co." constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juin 1941, ratifiant: 1° son règlement N° XXIV, changeant son nom en celui de "Kirk Trading Corporation"; 2° une résolution de ladite compagnie étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

**La Compagnie des
Ingénieurs-Entrepreneurs Limitée
The Contracting-Engineers Company
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 octobre 1950, à "La Compagnie des Ingénieurs-Entrepreneurs Limitée" — "The Contracting-Engineers Company Limited", ratifiant son règlement N° 15 augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$70,000 par la création de 10,000 actions privilégiées, de \$5 chacune, sujettes aux droits, privilèges restrictions et limitations énumérées au dit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, ce 5 octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616-o L. DÉSILETS.

capital stock from 10,000 shares without nominal or par value to 410,000 shares without nominal or par value by the creation of an additional 400,000 shares without nominal or par value, and declaring that the said company shall continue its operations with the sum of \$2,050,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

J. Eliosoff & Sons Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "J. Eliosoff & Sons Co.", ratifying: 1. its Special By-Law No. 24 converting 50 common shares of \$100.00 each into 50 preferred shares of \$100.00 each and enumerating the rights, privileges, restrictions and limitations attaching to such preferred shares; 2. its Special By-Law No. 25 increasing its capital stock from \$49,000.00 to \$124,000.00 by the creation of 50 additional common shares of \$100.00 each and 700 additional preferred shares of \$100.00 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Kirk Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Kirk Property Co.", incorporated by letters patent dated June 18th, 1941, ratifying: 1. its By-Law No. XXIV changing its name to that of "Kirk Trading Corporation"; 2. a resolution of the said company extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

**La Compagnie des
Ingénieurs-Entrepreneurs Limitée
The Contracting-Engineers Company
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie des Ingénieurs-Entrepreneurs Limitée" — "The Contracting-Engineers Company Limited", ratifying its By-law No. 15 increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 10,000 preferred shares of \$5 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616 Deputy Attorney General.

Modern Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1950, à la compagnie "Modern Motor Sales Limited", ratifiant son règlement spécial "A": 1° réduisant son capital actions de \$99,000 à \$90,000 par l'annulation de 90 actions ordinaires non-émises de \$100 chacune; 2° augmentant ledit capital actions de \$90,000 à \$1,590, par la création de 15,000 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

Modern Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Modern Motor Sales Limited", ratifying its Special By-Law "A": 1. reducing its capital stock from \$99,000 to \$90,000 by the cancellation of 90 unissued common shares of \$100 each; 2. increasing the said capital stock from \$90,000 to \$1,590,000, by the creation of 15,000 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Paul-Émile Cloutier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 octobre 1950, à la compagnie "Paul-Émile Cloutier Inc.", ratifiant son Règlement N° 10 portant son capital-actions de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616-o L. DÉSILETS.

Paul-Émile Cloutier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Paul-Émile Cloutier Inc.", ratifying its By-law No. 10 increasing its capital from \$20,000.00 to \$60,000.00 by the creation of 400 additional common shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616 Deputy Attorney General.

The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatre octobre 1950, à la corporation "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.", modifiant les lettres patentes de la constitution en corporation de ladite corporation en augmentant le montant auquel la valeur de la propriété immobilière qu'elle pourra posséder, de \$60,000 à \$250,000.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, to "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.", modifying the letters patent of incorporation of the said corporation by increasing the amount to which the value of the immovable property which it may possess from \$60,000.00 to \$250,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Town & Country Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq octobre 1950, à la compagnie "Town & Country Motors Limited" ratifiant son règlement n° 25, augmentant son capital actions par la création de 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations, y mentionnés, et déclarant que le montant de capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations ne sera pas moindre de \$37,500.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28616 L. DÉSILETS.

Town & Country Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Town & Country Motors Limited", ratifying its By-Law No. 25 increasing its capital stock by the creation of 1,250 preferred shares of \$100.00 each subject to the rights, privileges, restrictions and limitations therein mentioned and declaring that the amount of capital with which the said company will continue its operations will be not less than \$37,500.00.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28616-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi l'autorisant à imposer une "taxe de vente" de un pour cent dans les limites de la cité de Granby.

Granby, le 18 octobre 1950.

Le Procureur et agent des Requérants,
GÉRARD NORMANDIN, C.R.

28606-43-4-o

AVIS PUBLIC

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITÉ D'OUTREMONT

Avis est par les présentes donné que la Cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: déterminer les licences ou taxes sur les postes de stationnement pour auto-taxis et réglementer le nombre de taxis qui doivent y séjourner; déterminer les licences sur les propriétaires et chauffeurs d'auto-taxis.

Donné en la cité d'Outremont, P. Q., le 19 octobre 1950.

L'Avocat de la Cité d'Outremont,
ROBERT DUFRESNE.

28607-43-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Monsieur J. Hugues Laframboise, courtier en immeubles, et son épouse, tous deux domiciliés dans la cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, lors de sa prochaine session pour obtenir une loi concernant l'adoption de Maurice Morin.

Montréal, 19 octobre 1950.

Les Procureurs de Monsieur et Madame

J. H. Laframboise,

28608-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Me André Poirier, avocat de Montréal, s'adressera à la législature provinciale lors de sa prochaine session pour demander que la Chambre des Notaires de la Province de Québec soit autorisée à l'admettre à la pratique de la profession du notariat après avoir rempli les formalités prévues.

Montréal, 17 octobre 1950.

Les Procureurs du dit André Poirier,
28609-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient sur, les matières suivantes: correction des limites entre la cité de

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to have a law passed authorizing them to impose a "sale tax" of one per cent, in the limits of the city of Granby.

Granby, October 18th, 1950.

GÉRARD NORMANDIN, K.C.,
Attorney and agent for Petitioners.

28606-43-4-o

PUBLIC NOTICE

AMENDMENTS TO THE CHARTER OF THE CITY OF OUTREMONT

Notice is hereby given by the City of Outremont that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: to fix the license fees or taxes on stands for taxicabs and regulate the number of taxicabs who may park thereon; to fix a license fee on the proprietors and chauffeurs of taxis.

Given at Outremont, P. Q., on the 19th of October 1950.

ROBERT DUFRESNE,
28607-43-4-o Attorney for the City of Outremont.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. J. Hugues Laframboise, real estate broker, and his wife, both residing in the City and District of Montreal, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to obtain a law concerning the adoption of Maurice Morin.

Montreal, October 19th, 1950.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for Mr. and Mrs.

28608-43-4-o

J. H. Laframboise.

NOTICE

Notice is hereby given that Me André Poirier, advocate of Montreal, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to ask that the Board of Notaries be authorized to admit him to the practice of the notarial profession after having complied with the required formalities.

Montreal, October 17th, 1950.

28609-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for said André Poirier.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to various acts amending the same, on the following matters: correction of the limit between the City of Montreal and the Town of

Montréal et la ville de Hampstead; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Le Greffier de la Cité,
J.-ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, le 24 octobre 1950.

28624-43-4-o

Hampstead; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolution, rolls, plans, etc.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montreal, October 24th, 1950.

28624-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Matane" demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Ville, aux fins suivantes:

- Imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%.

Matane, le 23 septembre 1950.

Les Procureurs de la Pétitionnaires,
28454-40-4-o GAGNON & GAGNON.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Mlle. Simone Martineau, de la cité et district de Montréal sollicitera auprès de la Législature de la province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre, et à disposer sans formalités en complète propriété comme seule propriétaire, l'immeuble nos. civiques 421-23-25 rue Malines, 1200-33A. St-Jacques, Montréal, légué avec restrictions, par feu l'Honorable Paul-G. Martineau de la Cour Supérieure, Montréal. 5 oct. 1950.

Le Procureur de la requérante,
JEAN MARTINEAU,
28512-41-4-o 414 St-Jacques Ouest, Montréal.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour fire modifier sa charte et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à emprunter \$150,000.00 pour acquérir à l'amiable ou par expropriation les immeubles affectés par l'écusage du Lac St-Charles — \$300,000.00 pour la construction et la réfection des pavages permanents; pour fixer au 15 décembre l'entrée en fonction du maire et des conseillers après une élection générale; pour déterminer les pouvoirs et devoirs du directeur des services municipaux; pour autoriser le trésorier à donner quittance des créances hypothécaires payées à la Cité; pour autoriser la Cité à verser un octroi à l'Hôpital Jeffrey Hale; pour demander la ratification des règlements 777, 781, 782 et 783; pour autoriser la Cité à augmenter la pension payable à ses employés permanents ayant atteint l'âge de retraite; et-toutes autres matières ou choses nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 16 octobre, 1950.

Les Procureurs de la Cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT &
28559-42-4-o LECLERC.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Maria Magdalene Pohle, veuve de Adam Kaiser, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adop-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Town of Matane" will apply to the Legislation of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said Town, for the following purposes:

To levy a sale's tax not exceeding 2%.

Matane, September 23rd, 1950.

GAGNON & GAGNON,
28454-40-4-o Attorneys for the Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Miss Simone Martineau of Montreal city and district, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act, authorizing her to sell and dispose without formalities in complete ownership, as sole owner, the property bearing civic numbers 421-23-25 Malines St. 1200-33A. St-James, Montreal, willed with restrictions by the late Honourable Paul-G. Martineau of the Superior Court, Montreal, October 5, 1950.

JEAN MARTINEAU,
Attorney for the petitioner,
28512-41-4-o 414 St-James West, Montreal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, for the amendment of its charter and the Acts amending same, so as to be authorized: to borrow \$150,000.00 to acquire, by private agreement or by expropriation, the immovables affected by the damming of Lake St. Charles—\$300,000.00 for the building and repairing of permanent pavements; to fix to the 15th of December the date of the coming into office of the mayor and councillors after a general election; to determine the powers and duties of the director of municipal services; to authorize the treasurer to give receipts for mortgages paid to the City; to authorize the City to donate a grant to the Jeffrey Hale's Hospital; to request ratification of by-laws 777, 781, 782 and 783; to authorize the City to increase the pension payable to its permanent employees who have reached the age of retirement; and all other matters or things required for the proper administration of the City.

Québec, October 16, 1950.

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,
28559-42-4 Attorneys for the City of Québec.

NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Maria Magdalene Pohle, widow of Adam Kaiser, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act declaring

tion d'une loi déclarant maintenant exécutoires les dispositions du paragraphe (g) de la clause cinquième du testament de feu Hermann Gottlieb Huber, en son vivant négociant, de la cité et du district de Montréal, et permettant le partage du résidu des biens de la fiducie et la remise de leurs parts aux légataires résiduels, sur l'ordre de la requérante.

Montréal, le 16 octobre, 1950.

Les Procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
28560-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

that the provisions of paragraph (g) of clause fifth of the will of the late Hermann Gottlieb Huber, in his lifetime retired merchant, of the City and District of Montreal, have now become executory and that the division of the residue of the trust property and the transfer of their shares thereof to the residuary legatees shall take place at the direction of the said petitioner.

Montreal, 16th October, 1950.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
28560-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et les Syndics d'écoles pour la municipalité de la Cité de Saint-Jérôme dans le comté de Terrebonne s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à la session suivante, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante: Autoriser l'imposition, par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme dans le comté de Terrebonne d'une taxe de vente de 1% dans les limites de la cité de Saint-Jérôme, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, sauf lorsqu'il s'agit de liqueurs douces ou d'eaux gazeuses lesquelles seront sujettes à la taxe, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles servant au chauffage; le revenu annuel perçu par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme provenant de la dite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par les dits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par les dits Commissaires avec les Syndics d'écoles au pro rata au nombre d'enfants âgés de 5 à 16 ans de chacune des dénominations religieuses Catholique Romaine et protestante respectivement domiciliées et résidant dans le territoire commun à chacune d'elles.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme demanderont en plus le pouvoir d'accorder une rémunération de CINQ CENTS (\$500.00) DOLLARS par année à chacun des Commissaires d'écoles avec effet rétroactif au premier juillet 1950.

Saint-Jérôme, ce 14 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
de MARTIGNY &
28561-42-4-o MARCHESSAULT,

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke demandera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, la ratification et la validation des actes suivants:

1° Contrat intervenu entre la Cité de Sherbrooke et la "Brompton Pulp & Paper Co Ltd", en date du 18 mars 1950;

2° Convention intervenue entre la Cité de Sherbrooke et la "Reliance Enterprises Limited", en date du 5 juin 1950;

3° Convention intervenue entre la Cité de Sherbrooke et la "Dominion Burlington Mills Ltd", en date du 5 mai 1950;

Sherbrooke, ce 16 octobre 1950.

Le Procureur de la Cité,
ALBERT RIVARD.
28566-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne and the School Trustees for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, or the following one for the passing of an act on the following matter; to authorize the imposition by the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne, of a sales tax of 1%, within the limits of the city of Saint-Jérôme, subject to the exemptions of the Retail sales tax act, save where soft drinks or aerated waters are concerned which will be subject to the tax, said exemption to be extended also to fuels for heating purposes; the annual revenue collected by the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme deriving from said tax, after deduction of the expenses incurred by said Commissioners for the imposition and collection of such revenue, to be shared every three months by the said School Commissioners between themselves and the said School Trustees, proportionately to the number of children from 5 to 16 years of age of the Roman Catholic or Protestant, religious denominations, respectively domiciled and residing in the territory common to both.

The School Commissioners, for the Municipality of the City of Saint-Jérôme will ask further more to grant a remuneration of FIVE HUNDRED (\$500.00) DOLLARS for each of the School Commissioners with retroactive effect to the 1st. of July 1950.

Saint-Jérôme, October 14th, 1950.

de MARTIGNY &
MARCHESSAULT,
28561-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to ratify and validate the following contracts:

1° Contract passed between the City of Sherbrooke and the "Brompton Pulp & Paper Co. Ltd", on the 18th of March 1950;

2° Agreement between the City of Sherbrooke and the "Reliance Enterprises Limited", on the 5th of June 1950;

3° Agreement between the City of Sherbrooke and the "Dominion Burlington Mills Ltd", on the 5th of May 1950;

Sherbrooke, October 16th 1950.

ALBERT RIVARD,
City Attorney:
28565-42-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Robert Berry, marchand, de la ville de Mont-Royal, et son épouse, Dame Jean Black Tait, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi rendant valable l'adoption par eux de Margaret Anne Redmond, enfant mineur de Chesley Dobson Redmond et de feu son épouse, et changeant son nom de famille à Berry.

Montréal, P.Q., le 14 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
28565-42-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

NOTICE

Notice is hereby given that Robert Berry, Merchant, of the Town of Mount Royal, and his wife, Dame Jean Black Tait, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to validate the adoption by them of Margaret Anne Redmond, minor child of Chesley Dobson Redmond and his deceased wife, and to change her surname to Berry.

Montreal, P.Q., October 14th, 1950.

MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
28565-42-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que dame Rachel Gauthier, épouse séparée de biens de Joseph Ouvrard, libraire, et Henri Gauthier, vendeur, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi déclarant que les droits successoraux exigibles sur les biens transmis par le décès de leur frère Armand Gauthier, gérant, de la cité de Montréal, décédé le 18 février 1950, sont payables à même la capital de la succession.

Montréal, le 16 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
28567-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Rachel Gauthier, wife separate as to property of Joseph Ouvrard, bookseller, and Henri Gauthier, salesman, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act declaring that succession duties payable on the property transmitted owing to the death on the 18th February 1950 of their brother, the late Armand Gauthier, manager, of the City of Montreal, are payable out of the capital of his estate.

Montreal, 16th October, 1950.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
28567-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

Canada, Province de Québec
district d'Arthabaska

Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Ville de Victoriaville s'adresseront à la Législature Provinciale lors de la prochaine session pour obtenir le pouvoir d'imposer et de prélever à compter du 1er mai 1951 en plus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente ou d'achat en détail de tout bien mobilier dans les limites de la Ville de Victoriaville.

Victoriaville, le 13 octobre 1950.

Les Procureurs des pétitionnaires,
28568-42-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the Town of Victoriaville will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the power to impose and levy, as from the 1st of May, 1951, over and above any other tax, a special tax called "Education Tax", not exceeding one per cent (1%) of the retail purchase or sale price of any movable property within the limits of the Town of Victoriaville.

Victoriaville, October 13, 1950.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
28568-42-4 Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Léopold-Marcel Lortie, étudiant en théologie au Séminaire des Saints-Apôtres de Sherbrooke, célibataire, domicilié à l'Ange-Gardien s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Leopold Marcel Villeneuve, avec tous les droits, et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Québec, le 16 octobre 1950.

Le Pétitionnaire,
28581-42-4-o LÉOPOLD-MARCEL LORTIE.

PUBLIC-NOTICE

Notice is hereby given that Leopold Marcel Lortie, student in theology at Séminaire des Saints-Apôtres of Sherbrooke, bachelor, residing at Ange Gardien will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act authorizing the change of his name Leopold Marcel Lortie in the one of Leopold Marcel Villeneuve with all the rights and obligations he had in the past, and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Quebec, October 16, 1950.

LEOPOLD MARCEL LORTIE,
28581-42-4-o Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, (lettres patentes octroyées le 15 août 1908 et les différents statuts qui les amendent), aux fins: d'autoriser la Ville à construire, acheter et entretenir des immeubles pour servir en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas excéder cent mille dollars, et à les louer ou vendre, et à ces fins emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par règlement approuvé selon la loi; d'autoriser la Ville à emprunter sans referendum une somme n'excédant pas dix mille dollars pour couvrir le prix d'achat d'une propriété devant être donnée à une communauté religieuse pour fins d'hospice et d'hôpital;

de modifier la Loi des Cités et Billes pour la Ville;

En rendant les articles 112, 113, 114, 115 et 116 applicables à la charge de "directeur des services";

Pour donner aux Syndicats Coopératifs de Québec, aux Sociétés Coopératives Agricoles et aux Coopératives d'Electricité les mêmes droits et privilèges qu'aux compagnies à fonds social pour voter sur les règlements municipaux;

Pour ne laisser qu'à l'électeur propriétaire le droit de vote quand toutes ses taxes municipales ne sont pas payées;

Pour que la liste des électeurs pour chacun des arrondissements de votation soit faite suivant l'ordre des numéros de chaque rue plutôt que suivant l'ordre alphabétique;

Pour que la votation sur les règlements municipaux ne soit plus présidée par un membre du conseil;

Pour permettre à la Ville d'adopter un nouveau règlement de construction et de zonage sans le soumettre aux électeurs propriétaires;

Pour charger différentes taxes pour l'enlèvement des vidanges, prescrire un mode spécial de perception, et permettre l'opérations d'incinérateurs, en dedans ou en dehors des limites de la Ville et l'acquisition de terrains à cette fin;

Pour exiger des propriétaires voulant une conduite d'eau ou un égoût privé un dépôt pour pourvoir aux réfections de la rue et du trottoir;

Pour permettre la perception, sans procédures légales, d'amendes dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

Pour ne permettre l'érection de constructions que sur des lots distincts et obtenir une description et un plan des terrains changeant de propriétaires;

Pour exiger une taxe différente des différentes catégories de colporteurs et décréter la fermeture des établissements de commerce etc, à l'occasion des fêtes légales;

Pour constituer et maintenir des réserves pour dépréciation dans les services d'électricité et d'acqueduc, et porter et maintenir le fonds de roulement à la somme de \$50,000.;

Pour changer l'époque de l'entrée au rôle et celle de la première cotisation des immeubles omis et changer la méthode des correction des erreurs au rôle;

Pour ne pas soumettre à la taxe foncière les machineries et accessoires des usines;

Pour obliger les locataires à donner un avis de déménagement;

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter (letters Patent granted on August 15th 1908, and the different statutes amending same) for the purposes of: authorizing the Town to construct, acquire and maintain immovables to be used wholly or in part for municipal or industrial purposes the total cost thereof not to exceed one hundred thousand dollars, to lease or sell the same, and for the purposes aforesaid to borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars by by-law approved according to law;

To authorize the Town to borrow without referendum a sum not exceeding ten thousand dollars, to cover the purchase price of a property to be given to a religious community to be used as a home, refuge and hospital;

To amend the Cities' and Towns' act for the Town;

To make sections 112, 113, 114, 115 and 116 applicable to the office of "director of services";

To give the Quebec Cooperative Syndicates, the Cooperative Agricultural Associations and the Electricity Cooperatives the same rights and privileges as the joint-stock companies to vote on municipal by-laws;

To leave the right to vote, if their municipal taxes are not paid in full, to those electors only who are property-owners;

To make the list of the electors for each polling subdivision in the numerical order of each street instead of in alphabetical order;

That the voting on municipal by-law be no more presided by a member of the Council;

To allow the Town to adopt a new construction and zoning- by-law without submitting same to the electors who are property-owners;

To levy various taxes for the removal of garbage, to determine a special method of perception and to authorize the operation of incinerators within or beyond the limits of the Town, and the acquisition of any land needed for that purpose;

To require from owners desiring a private water intake or sewer a deposit sufficient to cover the cost of repairs to the street and sidewalk;

To permit the collecting, without legal proceedings, of fines for violations of municipal regulations regarding traffic and public safety;

To allow the erection of buildings only on distinct lots and to require a description and a plan of land changing owners;

To require a different tax from different categories of peddlers, and to order the closing of commercial establishments because of legal holidays;

To establish and maintain a reserve for depreciation in the electric and water departments and to raise and maintain the working capital fund to the amount of \$50,000;

To change the time of the entry on the rolls and that of the first assessment of omitted immovables, and to change the method of correcting errors on the rolls;

To exempt the machinery and accessories of factories from the tax on immovables;

To oblige the lessee to notify the town when he moves;

Pour évaluer séparément les parties des terres en culture aboutissant aux rues où les services publics sont installées;

Pour permettre une taxe de capitation sur toute personne résidant dans la municipalité, depuis trois mois et non autrement taxée;

Pour taxer par nombres d'unités certains commerces tels que table de billard, chaises de barbier et de coiffeur, véhicules (drive-yourself) taxis et camions, etc, et permettre la taxation par permis différents de plusieurs genres de commerce dans le même établissement, et pour autres fins.

Coaticook, le 16 octobre 1950.

Les Procureurs de la requérante,
28582-42-4-o GÉRIN & GÉRIN.

To value separately the part of land under culture touching the streets where public services are installed;

To allow a poll tax on all persons residing in the municipality since three months, and not otherwise taxed;

To tax by unity number certain trades like billiards tables, barber and hairdresser chairs, vehicles (drive-yourself) taxis and trucks, etc; and to authorize the taxation by way of different licenses for many kinds of trades in the same establishment, and for other purposes.

Coaticook, October 16, 1945

GÉRIN & GÉRIN,
28582-42-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une somme de \$50,000.00, sans referendum.

La Tuque Qué., le 18 octobre, 1950.

Le Maire,
28585-42-4-o OMER JOURNEAULT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of La Tuque will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing it to borrow an amount of \$50,000 without a referendum.

La Tuque, Que., October 18, 1950.

OMER JOURNEAULT,
28585-42-4 Mayor.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 84, dans lequel il s'est glissé une erreur, pour être autorisée à faire des arrangements spéciaux avec certains contribuables pour le paiement de leurs taxes et autres matières.

Trois-Rivières, 17 octobre 1950.

Le Procureur de la Cité
des Trois-Rivières,
28589-42-4-o LEOPOLD PINSONNAULT.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the amendment of section 2 of the Act 14 George VI, chapter 84, in which an error has occurred, to be authorized to make special arrangements with certain tax-payers for the payment of their taxes, and for other matters.

Trois-Rivières, October 17, 1950.

LEOPOLD PINSONNAULT,
28589-42-4 Attorney of the City
of Trois-Rivières.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Roderick B. Masson, cultivateur, de la ville et du district de Terrebonne, Alphonse Milette, administrateur, et Léon Masson, courtier, tous deux de la cité et du district de Montréal, Charles de Lotbinière Harwood, gérant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et Jaque Masson, capitaine paie-maitre, de la cité et du district de Montréal, tous cinq agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour proroger le partage de la dite succession et de chacun des lots qui la composent, et pour autres fins.

Montréal, le 10 octobre, 1950.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
Les Procureurs des requérants es-qualité.
28522-41-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Roderick B. Masson, Farmer of the Town and District of Terrebonne, Alphonse Milette, Administrator and Leon Masson, Broker, both of the City and District of Montreal, Charles de Lotbinière Harwood, Manager, of the City of Ottawa, Province of Ontario, and Jaque Masson, Captain Pay-Master, of the City and District of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustee of the Estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the purpose of postponing the partition of the Estate and of the various lots of said Estate and for other purposes.

Montreal, October 10th, 1950.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the Petitioners es-quality.
28522-41-4-o

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 1-50

Order No. 1-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Aviserur légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal
le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la
Commission que, vu la hausse des frais d'opéra-
tion, les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux con-
sommateurs d'au moins un centin la pinte;

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Whereas on most of the markets controlled by
the Commission the distributors raised the price
of milk on or about September 15th, 1950;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de
l'augmentation;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité"
équivalut pour le lait à une mesure d'une pinte,
et pour la crème à une mesure d'un demiard.

In the present order, the word "unit" is
equivalent to one quart for milk and to one-
half pint for cream.

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Montréal.

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Montreal.

2° La région de Montréal comprend les muni-
cipalités suivantes, situées dans le district judi-
ciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal,
la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville
de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de
Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-
Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-
Claire, la ville de Montréal-Est, la ville de Mont-
Royal, la ville de Hampstead, la municipalité du
village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-
Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Mont-
réal-Nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de La-
salle, la ville de Greenfield Park, la ville de Mont-
réal-Sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port
de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de
Baie d'Urfé, la ville de Sainte-Anne de Bellevue,
la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse, et la ville
Jacques-Cartier.

2. The region of Montreal includes the follow-
ing municipalities situated in the judicial district
of Montreal, namely: the city of Montreal, the
city of Outremont, the city of Westmount, the
town of Montreal-West, the city of Verdun, the
city of Lachine, the city of Longueuil, the city
of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town
of Pointe-Claire, the town of Montreal-East,
the town of Mount Royal, the town of Hamp-
stead, the municipality of the village of Côte
Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town
of Saint-Michel, the town of Montreal-North,
the town of Saint-Pierre, the town of Lasalle,
the town of Greenfield Park, the town of Montreal
South, the town of Pointe-aux-Trembles, the
Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield,
the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte-Anne
de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse
and the town of Jacques-Cartier.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs doivent payer
à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait dosant au moins 3.5% de ma-
tières grasses qu'il reçoivent de ceux-ci \$4.28
F.A.B. Montréal, et à même cette somme, payer
à la Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec, un demi-cent par cent livres
de lait ainsi reçu.

3. Milk dealers, cooperative societies and coop-
erative syndicates must pay to their producer-
suppliers for each hundred pounds of milk on a
3.5% butter fat basis or more which they receive
from them, \$4.28 F.O.B. Montreal and out of
this sum pay the Dairy Industry Commission of
the Province of Quebec, one-half cent for each
hundred pounds of milk received.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se
fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

The payment of milk shall be made on a basis
of 3.5% butterfat:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 56 cents le gallon.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 5½ cents le demiard, 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 64 cents le gallon.

8° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 62 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est de 5 cents le demiard.

10° Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, aucun marchand de lait, société coopérative, syndicat coopératif et distributeur de produits laitiers ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

11° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut-être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

12° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal).

13° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 56 cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 5½ cents a half-pint, 9 cents a pint and 17½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 64 cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicate shall not offer, sell or deliver milk in bulk to hospital or to charitable institutions at a price inferior to 62 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is at 9 cents a pint and 17½ cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to pupils shall be 5 cents a half-pint.

10. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no milk dealer, co-operative society, co-operative syndicate and distributor of dairy products shall, by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week, except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

11. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

12. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time).

13. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

14° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 1-48B, 1-48E, 48-Sp-IX, 1-48C, 1-48D, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle du Québec.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Commis-
sion que, vu la hausse des frais d'opération, les
distributeurs de lait avaient l'intention d'aug-
menter le prix de vente du lait aux consommateurs
d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont aug-
menté le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les produc-
teurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmen-
tation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de
Québec, la cité de Sillery, les municipalités de
villes de Québec-Ouest, Beauport, Château d'Eau
et Courville. Les municipalités de paroisses
Sainte-Foy, Saint-Gérard-Magella, Beauport, No-
tre-Dame des Laurentides et Saint-Félix de Cap-
Rouge. Les municipalités de villages de Beau-
port-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville,
Saint-Grégoire de Montmorency, Lac Saint-
Charles, Saint-Émile et Saint-Jean de Boischatel.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs, doivent
payer à leurs fournisseurs-producteurs pour cha-
que cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci
\$4.18 F.A.B. Québec et à même cette somme
payer à la Commission de l'Industrie Laitière
de la province de Québec, un demi-centin par
cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Québec, offrir, vendre ou livrer du

14. Delivery of milk or cream within the region
of Montreal, will be permitted only on Monday,
Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and
Saturday.

The present order cancels Orders Nos. 1-48B,
1-48C, 1-48-D, 1-48E, 48-Sp-IX, and shall come
into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 2-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held
in the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C.,
Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector
General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of
the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the in-
crease;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of
Quebec, the city of Sillery, the municipalities
of towns of Quebec-west, Beauport, Chateau
d'Eau and Courville. The municipalities of pa-
rish of Sainte-Foy, Saint Gérard Magella, Beau-
port, Notre-Dame des Laurentides and Saint-
Félix du Cap Rouge, The municipalities of village
of Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Lorette-
ville, Saint-Grégoire de Montmorency, Saint-
Jean de Boischatel, Saint-Émile and Lac Saint-
Charles.

3. Milk dealers, cooperative societies and coo-
peratives syndicates must pay to their producer-
suppliers for each hundred pounds of milk which
they receive from them \$4.18 F.O.B. Quebec and
out of this sum pay the Dairy Industry Com-
mission of the Province of Quebec, one half cent
for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said
region of Quebec, offer, sell or deliver milk, at

lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 64 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 62 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros: soit 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 55 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 4½¢ le demiard.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 2-48A, 2-48B et 2-48C, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 3-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu qu'à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à

prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to 6 cents a half-pint, 9 cents a pint and 17 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 62 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: 9 cents a pint and 17 cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 55 cents a gallon.

9. The price of milk in halfpint bottles delivered to pupils is set at 4½¢ per half-pint.

The present order cancels Orders Nos. 2-48A, 2-48B and 2-48C, and shall come into force on November 1st, 1950.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 3-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person

toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2° La région des Trois-Rivières comprend la cité des Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité des Trois-Rivières, connue dans la région sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe du Cap-de-la-Madeleine qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région des Trois-Rivières offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région des Trois-Rivières offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 3-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three-Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the suburbs and reaching to Calvary Road; moreover, Sainte-Marguerite range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, which extends northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 60 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 3-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948 and, shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits Laitiers.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois centins par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Sherbrooke offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Sherbrooke offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 4-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke, and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 4-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-50

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 5-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenu au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Hyacinthe.

2° La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe, les municipalités de Saint-Joseph, Sainte-Rosalie, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence et, en outre, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint-Hyacinthe, the municipalities of Saint-Joseph, Sainte-Rosalie, Saint-Hyacinthe the Confessor and Providence, and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieur à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le deminard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 5-48A, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 24 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

The present Order cancels Order No. 5-48A, published in the Quebec Official Gazette of January 24th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 6-50

Order No. 6-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2° La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, cette partie de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, d'Almaville, contiguë au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu et la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, that part of the parish of Ste-Jeanne-d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Matthew's range, and the municipality of the parish of Sainte-Flore.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Shawinigan offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Shawinigan offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Shawinigan offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 60 cents a gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 6-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 7-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Avisseur légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal
le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la
Commission que, vu la hausse des frais d'opéra-
tion, les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux con-
sommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de
l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Rivière-du-Loup.

2° La région de Rivière-du-Loup comprend
la cité de Rivière-du-Loup.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25
net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand,
et, à même cette somme, payer à la Commission
de l'Industrie Laitière de la province de Québec
un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-
dessus, nul ne peut, dans les limites de la région
de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du
lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine
et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région
de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du
lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant,
à un marchand ou à tout autre établissement de
commerce à des prix inférieurs à 9 cents la
chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 7-48A, publiée dans la *Gazette officielle de
Québec* du 1 mai 1948 et entrera en vigueur le
1er novembre 1950.

The present Order cancels Order No. 6-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January
17th, 1948, and shall come into force on Novemb-
er 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in
the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 7-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Rivière-du-
Loup.

2. The region of Rivière-du-Loup includes the
city of Rivière-du-Loup.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.25 F.O.B. business
place of said dealer, and out of this sum pay
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec one half cent for each hundred pounds
of milk received.

4. Save the provisions of article 5. hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Rivière-du-Loup offer, sell or deliver milk at
prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents
per quart.

5. No person shall, within the limite of said
region of Rivière-du-Loup offer, sell or deliver
milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer
or to any other business establishment at prices
inferior to 9 cents per pint and 17 cents per
quart.

The present Order cancels Order No. 7-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of May,
1st, 1948, and shall come into force on November
1st, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 8-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville.

2° La région de Saint-Jean-d'Iberville comprend la ville de Saint-Jean et celle d'Iberville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 8-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 8-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Jean-d'Iberville.

2. The region of Saint-Jean-d'Iberville includes the town of Saint-Jean and that of Iberville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Jean-d'Iberville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jean-d'Iberville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 8-48A published in the *Quebec official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 11-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par un ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2° La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham Ouest et Saint-Simon-de-Drummond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Drummondville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Drummondville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 11-48A, publiée dans la Gazette officielle de

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 11-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham West and Saint-Simon-de-Drummond.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 11-48A published in the Quebec Official Gazette of January

Québec du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

17th., 1948 and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 12-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2° La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Grand'Mère offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Grand'Mère offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 12-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte-Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109, of the cadastre of the municipality of Sainte-Flore.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Grand'Mère offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

Le prix du lait vendu par les marchands du lait, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 12-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 60 cents a gallon.

The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 12-48A published in the *Quebec official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 14-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2° La région de Sorel comprend la cité de Sorel et la municipalité du village de Saint-Joseph.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 14-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel and the Municipality of the village of Saint-Joseph.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 14-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 14-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 15-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme.

2° La région de Saint-Jérôme comprend la ville de Saint-Jérôme, la ville de Sainte-Thérèse, les municipalités de Sainte-Thérèse Ouest, paroisse Sainte-Thérèse, Saint-Antoine des Laurentides et Rosemère.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Jérôme offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 15-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Jérôme.

2. The region of Saint-Jérôme includes the town of Saint-Jérôme, the town of Sainte-Thérèse, the municipalities of Sainte-Thérèse West, Sainte-Thérèse parish, Saint-Antoine des Laurentides, and Rosemère.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Jérôme offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 15-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 15-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 16-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2° La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du Village Saint-Pierre, l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 16-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette, and a strip of land of a mile deep bordering of the city of Joliette, and forming part of the municipalities of Saint-Charles Borromée, and Village Saint-Pierre, the district of Crabtree Mills, situated in the parish of the Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices

prix inférieurs à 5 cents le deminard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 16-43A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

7° The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 52 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 16-43A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 17-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omar E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que la dite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2° La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 17-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omar E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Lévis offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Lévis offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 17-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Lévis offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents per half-pint, 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Lévis offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 62 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 17-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 18-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Present: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Amos.

2° La région d'Amos comprend le territoire de la municipalité de la ville d'Amos, plus une

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 18-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town municipality of Amos, plus a radius of one quarter

zone d'un quart de mille en profondeur tout autour de ladite municipalité.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région d'Amos offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région d'Amos offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 18-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 20-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Avisaieur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Asbestos.

2° La région de Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos située dans le comté de Richmond.

of a mile in width surrounding the territory of said town of Amos.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Amos offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 18-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 20-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 20-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder, no person shall, within the limits of said region of Asbestos offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Asbestos offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 20-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 21-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de la Beauce.

2° La région de la Beauce comprend les municipalités de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-Georges-Est, Saint-Georges-Ouest, Saint-Joseph, Sainte-Marie et Vallée Jonction, dans le comté de Beauce.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 21-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauce.

2. The region of Beauce includes the municipalities of Beauceville, Beauceville-East, Saint-Georges-East, Saint-Georges-West, Saint-Joseph, Sainte-Marie and Vallée Jonction, in the county of Beauce.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le deminard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 21-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Beauce, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Beauce, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8 cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 21-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 23-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c. r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits Laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Commission
que, vu la hausse des frais d'opération, les
distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter
le prix de vente du lait aux consommateurs
d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté
le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs
de lait bénéficient d'une partie de
l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Berthierville.

2° La région de Berthierville comprend la ville
de Berthierville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement
à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net,
F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 23-50

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C.
Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector
General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of
the Province of Québec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission
that due to an increased cost of operation,
the distributors intended to raise the price
of milk to consumers by at least one cent per
quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled by
the Commission the distributors raised the price
of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Berthierville.

2. The region of Berthierville includes the
town of Berthierville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers
for each hundred pounds of milk which he receives from them,
\$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Berthierville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Berthierville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 23-49, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 janvier 1949, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 24-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Avisseur légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal
le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la
Commission que, vu la hausse des frais d'opéra-
tion, les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux con-
sommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de
l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Bromptonville.

2° La région de Bromptonville comprend la
ville de Bromptonville.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10
net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-
dessous, nul ne peut, dans les limites de la région
de Bromptonville offrir, vendre ou livrer du lait
à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents
la chopine et 17 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Berthierville offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 9 cents per pint and 16 cents per
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Berthierville offer, sell or deliver milk
to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or
to any other business establishment at prices
inferior to 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price
inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 23-49
published in the *Quebec Official Gazette* of January
29, 1949, and shall come into force on November
1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 24-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the
town of Bromptonville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.10 F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Bromptonville offer, sell or deliver milk at
prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents
per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Bromptonville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 24-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 25-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache,
C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspec-
teur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Com-
mission que, vu la hausse des frais d'opération,
les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux consom-
mateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les produc-
teurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Brownsburg.

2° La région de Brownsburg comprend le
village de Brownsburg, la ville de Lachute, la
municipalité de la paroisse de Saint-Jérusalem
et le canton Chatham.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10
net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de la région de
Brownsburg offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la
chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région
de Brownsburg offrir, vendre ou livrer du lait à

5. No person shall, within the limits of said
region of Brownsburg offer, sell or deliver
milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer
or to any other business establishment at prices
inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per
pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price
inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 24-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January
17th, 1948 and shall come into force on Novem-
ber 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 25-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
or the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by a least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit part of the in-
crease;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Brownsburg.

2. The region of Brownsburg includes the
village of Brownsburg the town of Lachute the
parish municipality of Saint-Jerusalem and the
township of Chatham.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.10 F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Brownsburg offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint
and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limite of said
region of Brownsburg offer, sell or deliver milk to

une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 25-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

a grocery, a hote, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 25-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No. 27-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

*Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région du Lac Saint-Jean.

2° La région du Lac Saint-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquières et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la municipalité du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de Saint-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Sainte-Anne de Chicoutimi, la ville de Saint-Félicien et le territoire compris entre les cités d'Arvida et de Chicoutimi.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 27-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St. John.

2. The region of Lake S. John includes the city of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquière and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, the village municipality of Saint-Alexis de la Grande-Baie, the town municipalities of Saint-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Sainte-Anne de Chicoutimi, the town of Saint-Félicien, and the territory between the cities of Arvida and Chicoutimi.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk

100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Pour le lait acheté par un marchand de lait d'une beurrerie, d'une fromagerie ou d'un autre marchand de lait, le prix est fixé à \$4.25 le 100 livres F.A.B. la place d'affaire dudit fournisseur.

Lorsqu'une fabrique locale, c'est-à-dire une fromagerie, une beurrerie ou autre fabrique de produits laitiers, reçoit du lait des producteurs-fournisseurs pour le revendre à un marchand de lait, tel qu'indiqué ci-haut, le prix aux producteurs ne devra pas être moins de \$4.25 du 100 livres de lait acheté, moins 15% de ce prix.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région du Lac Saint-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le deminard, 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région du Lac Saint-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le deminard, 9 cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 54 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 27-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

which he receives from them, \$4.25 net F.O.B. business place of said dealer.

For milk bought by a milk dealer from a butter-factory, a cheese-factory or another milk dealer, the price is fixed at \$4.25 per 100 pounds F.O.B. business place of said supplier.

When a local factory, i.e. a cheese-factory, a butter-factory or any other dairy products factory, receives milk from producers-suppliers to be resold to a milk dealer, as above mentioned, the price to producers shall not be less than \$4.25 per 100 pounds of milk bought, less 15% of said price.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business, establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 9 cents per pint and 16½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 54 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 27-48A, published in the *Quebec official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 28-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 28-40

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Coaticook.

2° La région de Coaticook comprend la municipalité de Coaticook et cette portion du canton de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la région de Coaticook offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Coaticook offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 28-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the municipality of Coaticook and that portion of the township of Barford adjacent to the town of Coaticook.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Coaticook offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Coaticook offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 28-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 29-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 29-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any perso

personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

2° La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Cowansville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Cowansville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 29-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder, no person shall, within the limits of said region of Cowansville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 29-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 31-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 31-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk, within the limits of the region of Danville.

2° La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, située dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 31-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 31-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 32-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills;

2° La région de Windsor Mills comprend la

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 32-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills;

2. The region of Windsor Mills includes the

municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier de Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Windsor Mills offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Windsor Mills offrir, vendre ou livrer du lait à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 32-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

municipality of the town of Windsor, and that of Saint-François-Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Windsor Mills offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 32-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 33-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2° La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de ladite municipalité, une lisière de terrain

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 33-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and adjacent to the East of said municipality, a strip of land about

d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Donnacona offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Donnacona offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4 cents le demiard, 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 33-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

five arpents deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Donnacona offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 16 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4 cents per half-pint, 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 33-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 35-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2° La région de Granby comprend la cité de Granby.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 35-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Granby offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Granby offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 35-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder, no person shall, within the limits of said region of Granby offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 35-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 24th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 37-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Matane.

2° La région de Matane comprend la municipalité de la ville de Matane.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires dudit mar-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 37-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Matane.

2. The region of includes Municipality of the town of Matane.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.25 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the

chand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 37-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 38-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Tuque.

2° La région de La Tuque comprend la municipalité de la ville de La Tuque.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.23 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Matane, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Matane, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 37-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 24th, 1948, and shall come into force November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 38-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the municipality of the town of La Tuque.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.23 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de La Tuque offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de La Tuque offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 38-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 43-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache,
C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Ins-
pecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal
le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la
Commission que, vu la hausse des frais d'opéra-
tion, les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux consom-
mateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les produc-
teurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Montmagny.

2° La région de Montmagny comprend la ville
de Montmagny et contiguë à la ville de Mont-
magny, une lisière de terrain d'un demi-mille
en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas
de la Pointe à la Caille, dans le district judiciaire
de Montmagny.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-

4. Save the provisions of article 5. hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of La Tuque offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 10 cents per pint and 18 cents per
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of La Tuque offer, sell or deliver milk
to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or
to any other business establishment at prices
inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint
and 17 cents per quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk
to charitable institutions, school canteens and
hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 38-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January
17th, 1948, and shall come into force on Novem-
ber 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 43-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morn-
ing.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held
in Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th,
1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the
town of Montmagny, and a strip of land half a
mile deep forming part of the municipality of
Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, in the
judicial district of Montmagny.

3. Any milk dealer must pay to his producers-

ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demi-pint, 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Montmagny offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4 cents le demi-pint, 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 43-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them \$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5° hereunder, no person shall, within the limits of said region of Montmagny offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 16 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Montmagny offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4 cents per half-pint, 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 43-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January, 17th, 1948. November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: M.M. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de l'Abitibi.

2° La région de l'Abitibi comprend les municipalités des villes de Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque, Normetal et Duparquet, et les territoires compris dans les cantons de Rouyn, Cadillac, Bourlamaque, Pascal, Dubuisson, Fournière et Malartic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 44-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Abitibi.

2. The region of Abitibi includes the town municipalities of Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque, Normetal and Duparquet, and the territory included in the townships of Rouyn, Cadillac, Bourlamaque, Pascal, Dubuisson, Fournière and Malartic.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which

que cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.53 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de l'Abitibi offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 11½ cents la chopine et 20 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de l'Abitibi offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10½ cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 72 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. Milot, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

he receives from them, \$4.53 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Abitibi offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents per half-pint, 11½ cents per pint and 20 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Abitibi offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents per half-pint, 10½ cents per pint and 19 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 72 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 44-48A published in the *Quebec official Gazette* of January 17, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 45-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Richmond.

2° La région de Richmond comprend la ville de Richmond, située dans le comté de Richmond.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 45-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent-per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Richmond.

2. The region of Richmond includes the town of Richmond, located in the county of Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B., la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Richmond offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Richmond, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 45-48A, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Richmond offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall within the limits of said region of Richmond offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 45-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 46-50

Order No. 46-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2° La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski, la municipalité de Rimouski-Est, les paroisses de Saint-Robert, Sainte-Odile Nazareth et Bic.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski, the municipality of Rimouski East, the parishes of Saint-Robert, Sainte-Odile Nazareth and Bic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which

cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 46-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1943 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

23625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 48-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenu à Montréal
le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la
Commission que, vu la hausse des frais d'opé-
ration, les distributeurs de lait avaient l'intention
d'augmenter le prix de vente du lait aux con-
sommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont
augmenté le prix de vente du lait sur la plupart
des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de
l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Stanstead.

2° La région de Stanstead comprend les muni-
cipalités de Stanstead, de Rock Island et de
Beebe.

3° Tout marchand de lait doit payer direc-
tement à ses fournisseurs-producteurs, pour
chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci,
\$4.10 net, F.A.B. la place d'affaire dudit mar-
chand.

he receives from them, \$4.25 F.O.B. business
place of said dealer, and out of this sum pay the
Dairy Industry Commission of the Province of
Quebec one half cent for each hundred pounds
of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Rimouski offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 10 cents per pint and 18 cents per
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment at prices inferior
to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 46-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January
17, 1948, and shall come into force on November
1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 48-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held
in Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased costs of
operation, the distributors intended to raise
the price of milk to consumers by at least one
cent per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled by
the Commission the distributors raised the price
of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the muni-
cipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.10 F.O.B. business
place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 48-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 48-48A, published in the *Quebec official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 50-50

Order No. 50-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, C.R., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que la dite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon.

2° La région de St-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district électoral de Berthier.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon, offrir, vendre ou livrer du

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Gabriel de Brandon.

2. The region of Saint-Gabriel de Brandon includes the municipality of the village of Saint-Gabriel de Brandon, in the electoral district of Berthier.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Gabriel de Brandon offer, sell or deliver

lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon, offrir, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 50-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 53-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Avisseur légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs
de Lait de la province de Québec a avisé la Com-
mission que, vu la hausse des frais d'opération,
les distributeurs de lait avaient l'intention d'aug-
menter le prix de vente du lait aux consommateurs
d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors deman-
dé à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont aug-
menté le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Thetford.

2° La région de Thetford comprend la cité
de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-
Sud et la ville de Black Lake.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10
net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-des-
sous, nul ne peut, dans les limites de la région de
Thetford offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la
chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région
de Thetford offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-

milk at prices inferior to 9 cents per pint and 16
cents per quart.

5. No person shall, within the limite of said
region of Saint-Gabriel de Brandon offer, sell or
deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant,
a dealer or to any other business establishment
at prices inferior to 8 cents per pint and 15 cents
per quart.

The present Order cancels Order No. 50-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January
24th, 1948, and shall come into force on Novemb-
er 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order N° 53-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C.
Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector
General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Thetford.

2. The region of Thetford includes the city
of Thetford-Mines and the municipality of
Thetford-South, and the town of Black Lake.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.10 F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Thetford offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint
and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limite of said
region of Thetford offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to

chand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 53-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 53-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 54-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Pistoles.

2° La région de Trois-Pistoles comprend la ville de Trois-Pistoles.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand;

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Trois-Pistoles, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Trois-Pistoles offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 54-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit or part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Trois-Pistoles.

2. The region of Trois-Pistoles includes the town of Trois-Pistoles.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Trois-Pistoles offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Trois-Pistoles offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 54-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 54-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 59-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aiseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

2° La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le deminard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 59-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Québec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 59-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

The present Order cancels Order No. 59-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 60-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Commis-
sion que, vu la hausse des frais d'opération, les
distributeurs de lait avaient l'intention d'aug-
menter le prix de vente du lait aux consomma-
teurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont aug-
menté le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les produc-
teurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Waterville.

2° La région de Waterville comprend la muni-
cipalité du village de Waterville.

3° Tout marchand de lait doit payer direct-
ement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10
net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand,
et, à même cette somme, payer à la Commission
de l'Industrie Laitière de la province de Québec
un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-des-
sous, nul ne peut, dans les limites de la région de
Waterville, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la
chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de
Waterville, offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de commerce
à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½
cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un
prix inférieur à 64 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 60-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of
the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the Com-
mission that due to an increased cost of operation
the distributors intended to raise the price of
milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the in-
crease;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Waterville.

2. The region of Waterville includes the mu-
nicipality of the village of Waterville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.10 F.O.B. business
place of said dealer, and out of this sum pay the
Dairy Industry Commission of the Province of
Quebec one half cent for each hundred pounds
of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region of
Waterville, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint
and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Waterville, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment at prices inferior
to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and
16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price
inferior to 64 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 60-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

The present Order cancels Order No. 60-48A published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., Aiseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission, que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Farnham.

2° La région de Farnham comprend la municipalité de la ville de Farnham.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Farnham offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Farnham offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 64-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the municipality of the town of Farnham.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region or Farnham offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents per half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 64-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

The present Order cancels Order No. 64-48A published in the *Quebec official Gazette* of January 24th, 1948 and shall come into force on the date of November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 70-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Mont-Joli.

2° La région de Mont-Joli, comprend la ville de Mont-Joli et la municipalité de Priceville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 70-48A, publiée dans la *Gazette officielle de*

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 70-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Mont-Joli.

2. The region of Mont-Joli includes the town of Mont-Joli and the municipality of Priceville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.25 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall within the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall within, the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 70-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of Ja-

Québec du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

January 17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 71-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rigaud.

2° La région de Rigaud comprend la corporation de la ville de Rigaud et la municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, toutes deux dans le comté de Vaudreuil.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Rigaud, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le deminard, 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Rigaud, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4 cents le deminard, 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 71-48A, publiée dans la *Gazette officielle de*

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 71-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rigaud.

2. The region of Rigaud includes the Corporation of the city of Rigaud and the municipality of the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, both in the county of Vaudreuil.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Rigaud, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 16 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Rigaud, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4 cents per half-pint, 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 71-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January

Québec du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

17th, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 72-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu-la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sainte-Anne de Beauré.

2° La région de Sainte-Anne de Beauré comprend la municipalité de Sainte-Anne de Beauré, dans le comté de Montmorency.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Sainte-Anne de Beauré offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Sainte-Anne de Beauré offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4 cents la demiard, 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 72-48A, publiée dans la *Gazette officielle de*

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 72-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sainte-Anne de Beauré.

2. The region of Sainte-Anne de Beauré includes the municipality of Sainte-Anne de Beauré, in the county of Montmorency.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.85 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sainte-Anne de Beauré offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 16 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sainte-Anne de Beauré offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4 cense per half-pint, 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 72-48A published in the *Quebec official Gazette* of January

Québec du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur le 1 novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

17th, 1948, and shall come into force November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 73-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache,
c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspec-
teur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le
16 août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Com-
mission que, vu la hausse des frais d'opération,
les distributeurs de lait avaient l'intention d'aug-
menter le prix de vente du lait aux consomma-
teurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette aug-
mentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont aug-
menté le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les produc-
teurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Matapédia.

2° La région de Matapédia comprend le comté
de Matapédia.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$4.25 net
F.A.B. la place d'affaires du dit marchand;

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de la région de Mata-
pédia offrir, vendre ou livrer du lait à des prix
inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de
Matapédia offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de commerce
à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17
cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 73-48A, publiée dans la *Gazette officielle de*
Québec du 17 janvier 1948 et entrera en vigueur
le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 73-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Ins-
pector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of
the Province of Quebec, at a meeting held in
Montreal on August 16th, 1950, notified the Com-
mission that due to an increased cost of operation,
the distributors intended to raise the price of milk
to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled by
the Commission the distributors raised the price
of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the in-
crease;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Matapédia.

2. The region of Matapédia includes the county
of Matapédia.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.25 F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region of
Matapédia offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 10 cents per pint and 18 cents per
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Matapédia, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to
any other business establishment at prices infe-
rior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 73-48A
published in the *Quebec Official Gazette* of January,
17th, 1948, and shall come into force on Novem-
ber 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged

de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-o

with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 76-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Camache, c.r., Aviceur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Sarre.

2° La région de La Sarre comprend les municipalités des villages de La Sarre et Macamic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.18 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la région de La Sarre offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de La Sarre offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 76-48, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 3 avril 1948 et entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 76-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Sarre.

2. The region of La Sarre includes the municipalities of the villages of La Sarre and Macamic.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from the, \$4.18 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of La Sarre offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Sarre offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

The present Order cancels Order No. 76-48 published in the Quebec official Gazette of April 3, 1948, and shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged

de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-0

with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78-50

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16
août 1950, l'Association des Distributeurs de
Lait de la province de Québec a avisé la Commis-
sion que, vu la hausse des frais d'opération, les
distributeurs de lait avaient l'intention d'aug-
menter le prix de vente du lait aux consommateurs
d'au moins un centin la pinte;

Attendu que ladite association a alors demandé
à la Commission de sanctionner ensuite cette
augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre
1950, les distributeurs de lait en nature ont aug-
menté le prix de vente du lait sur la plupart des
marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les pro-
ducteurs de lait bénéficient d'une partie de l'aug-
mentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Charlevoix.

2° La région de Charlevoix comprend les mu-
nicipalités suivantes: Saint-Pierre et Saint-Paul-
de-la-Baie-Saint-Paul, Les Eboulements, Saint-
Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village
de la Malbaie, Village de la paroisse de Saint-
Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphael
du Cap à l'Aigle et Saint-Siméon.

3° Tout marchand de lait doit payer direct-
ement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.85 net,
F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à
même cette somme, payer à la Commission de
l'Industrie Laitière de la province de Québec un
demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-des-
sous, nul ne peut, dans les limites de la région
de Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à
des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la
chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de
Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de commerce
à des prix inférieurs à 4 cents le demiard, 8 cents
la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un
prix inférieur à 60 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 78-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morn-
ing.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association
of the Province of Quebec, at a meeting held
in Montreal on August 16th 1950, notified the
Commission that due to an increased cost of
operation, the distributors intended to raise the
price of milk to consumers by at least one cent
per quart;

Whereas the said Association then asked the
Commission to enforce afterwards by Order the
said increase;

Whereas on most of the markets controlled
by the Commission the distributors raised the
price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the
milk producers should benefit of part of the
increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Charlevoix.

2. The region of Charlevoix includes the fol-
lowing municipalities: Saint-Pierre et Saint-
Paul-de-la-Baie-Saint-Paul, Les Eboulements,
Saint-Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie,
Village of La Malbaie, Village of the parish of
Saint-Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-
Raphael du Cap à l'Aigle and Saint-Siméon.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$3.85 F.O.B. business
place of said dealer, and out of this sum pay the
Dairy Industry Commission of the Province of
Quebec one half cent for each hundred pounds of
milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall within the limits of said region
of Charlevoix, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint
and 16 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Charlevoix, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to
any other business establishment at prices
inferior to 4 cents per half-pint, 8 cents per
pint and 15 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price
inferior to 60 cents a gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28625-0

The present Order shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28625-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 61-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 24 octobre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Attendu que, à la séance tenue à Montréal le 16 août 1950, l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec a avisé la Commission que, vu la hausse des frais d'opération, les distributeurs de lait avaient l'intention d'augmenter le prix de vente du lait aux consommateurs d'au moins un centin la pinte;

Attendu que la dite association a alors demandé à la Commission de sanctionner ensuite cette augmentation par une ordonnance;

Attendu que depuis le ou vers le 15 septembre 1950, les distributeurs de lait en nature ont augmenté le prix de vente du lait sur la plupart des marchés régis par la Commission;

Considérant qu'il est équitable que les producteurs de lait bénéficient d'une partie de l'augmentation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de l'Assomption.

2° La région de l'Assomption comprend la ville de l'Assomption, le village de l'Épiphanie et le village de Rawdon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de l'Assomption, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de l'Assomption, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 61-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 24th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec, at a meeting held in Montreal on August 16th, 1950, notified the Commission that due to an increased cost of operation, the distributors intended to raise the price of milk to consumers by at least one cent per quart;

Whereas the said Association then asked the Commission to enforce afterwards by Order the said increase;

Whereas on most of the markets controlled by the Commission the distributors raised the price of milk on or about September 15th, 1950;

Considering it is deemed equitable that the milk producers should benefit of part of the increase;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of l'Assomption.

2. The region of l'Assomption includes the town of l'Assomption, the village of l'Épiphanie and the village of Rawdon.

3. Any milk dealer must pay to his producers suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of l'Assomption, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of l'Assomption, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er novembre 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28625-o

The present Order shall come into force on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28625-o

Actions en séparation ne biens

Dame Angéline Dubé, épouse d'Alexis Claveau, menuisier, domicilié à St-Antoine-des-Laurentides, district de Terrebonne, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

St-Jérôme, ce 16 octobre 1950.

L'avocat de la demanderesse,
28601-o JEAN GUÉRIN.

Province de Québec, District de Montréal, cour supérieure, No 291205. Dame Anita Pelletier, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Jacques Bourassa, garçon de tables, de la cité de Montréal, dit district, demanderesse, vs Jacques Bourassa, garçon de tables, de la cité de Montréal, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11e jour d'octobre 1950.

Montréal, 20 octobre 1950.

Les Procureurs de la demanderesse,
28602-o OUMET, LEFEBVRE & DESLAURIERS.

Actions for separation as to property

Dame Angéline Dubé, wife of Alexis Claveau, carpenter, domiciled at St-Antoine-des-Laurentides, district of Terrebonne, has taken an action against her husband, for separation as to property.

St-Jérôme, October 16, 1950.

28601 JEAN GUÉRIN,
Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 291205. Dame Anita Pelletier, of the City and district of Montreal, wife common as to property of Jacques Bourassa, waiter, also of the City of Montreal said District, plaintiff, vs Jacques Bourassa, waiter, of the City of Montreal, said District, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on October 11th, 1950.

Montreal the 20th day of October 1950.

28602-o OUMET, LEFEBVRE & DESLAURIERS,
Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes,
Statuts Refondus, 1941, chapitre 98

Formule 1

1.— (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que l'Office de l'électrification rurale demande la ratification des travaux du barrage qui ont été exécutés sur la rivière Petit Saguenay par l'Office de l'électrification rurale pour le compte de la Coopérative d'Electricité du Petit Saguenay et de l'Anse St-Jean.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui seront affectés pour le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi à Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION
28500-40-4 RURALE.

Miscellaneous Notice

Water-Course Act,
Revised Statutes, 1941, chapter 98

Form 1.

1.— (Section 8)

Application and Notice of deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that the Rural Electrification Bureau requests ratification of the work on a dam, which work was carried out on the Petit Saguenay river by the Rural Electrification Bureau for the account of the "Coopérative d'Electricité du Petit Saguenay et de l'Anse St-Jean".

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of Chicoutimi, at Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

28500-40-4 RURAL ELECTRIFICATION
BUREAU

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 19 octobre 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Association des Propriétaires de Taxi du Comté de Drummond", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 20 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28603-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Ceeness Credit Union Limited", en date du 10 octobre 1950, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28604-o JEAN BRUCHÉSI.

HOUDE, LAROCHE & CIE LTÉE

Extrait du Règlement N° 11 de la compagnie précitée, tel qu'adopté par ses directeurs le 30 août 1950, et approuvé par les actionnaires le 12 septembre 1950, concernant la réduction du nombre des directeurs de cinq à trois.

"11. Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois membres."

Le Secrétaire,
28605-o JEAN-B. HOUDE.

ASSOCIATION DES TENANCIERS DE
MAISONS DE LOGEMENT
LODGING HOUSE KEEPERS ASSOCIATION

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de cinq à dix:

"Article 2: Les mots "Le Conseil" signifient le Conseil d'administration; il comprend 10 directeurs ou administrateurs élus."

Le Directeur-gérant,
28610-o JOSAPHAT JOBIDON.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association d'Employés du Dr. Jackson's Foods Ltd." — "Dr. Jackson's Foods Ltd. Employees Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 octobre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Longueuil, dans le comté de Chambly.

Le Sous-secrétaire de la province,
28612-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of October 19, 1950, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des Propriétaires de Taxi du Comté de Drummond" and such in conformity with the provisions of section 20a of the professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 20, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28603 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Ceeness Credit Union Limited", under date the tenth day of October, 1950, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28604 Under Secretary of the Province.

HOUDE, LAROCHE & CIE LTÉE

Exerpt from By-law No. 11 of the aforesaid company, as adopted by its directors on the 30th day of August, 1950, and approved by the shareholders on the 12th day of September, 1950, concerning the decrease in the number of directors from five to three.

"11. The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of three members."

JEAN-B. HOUDE,
28605 Secretary.

ASSOCIATION DES TENANCIERS DE
MAISONS DE LOGEMENT
LODGING HOUSE KEEPERS ASSOCIATION

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation, concerning the increase in the number of its directors from five to ten:

"Article 2: The words "the Board" mean the board of directors; which consists of 10 elected directors or managers."

JOSAPHAT JOBIDON,
28610 Managing director.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association d'Employés du Dr. Jackson's Foods Ltd." — "Dr. Jackson's Foods Ltd. Employees Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 21, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Longueuil, in the county of Chambly.

JEAN BRUCHÉSI,
28612 Under Secretary of the Province.

J.-B. B. MOTOR EXPRESS LIMITED

Règlement Spécial "C"

"Qu'il soit, et il est par les présentes décrété, comme Règlement spécial "C" et "J.-B. B. Motor Express Limited" (ci-après appelée la "Compagnie"), comme suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept ;

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes amendés en conséquence.

3. Le quorum aux assemblées du bureau de direction sera de quatre."

Certifiée vraie copie du Règlement spécial "C" de "J.-B. B. Motor Express Limited" passé à une assemblée du bureau de direction de ladite compagnie, tenue à Montréal le 11 octobre 1950, et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée et tenue à cette fin, à Montréal, le 11 octobre 1950.

Le Secrétaire,
C. F. HATTON.

28611

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "The Sherwin Williams Clerical and Technical Employees' Association" — "L'Association d'Employés Cléricaux et Techniciens de Sherwin Williams", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 octobre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

28613-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs des Laurentides", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 octobre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28621-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Home Canadien", en date du 24 octobre 1950, dont le siège social est situé à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 25 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

28623-o

J.-B. B. MOTOR EXPRESS LIMITED

Special By-Law "C"

"Be it enacted and it is hereby enacted as Special By-Law "C" of "J.-B. B. Motor Express Limited" (hereinafter called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and it is hereby increased from five to seven;

2. The bylaws of the company be and they are hereby amended accordingly.

3. The quorum for meetings of the board of directors will be four."

Certified a true copy of Special by-law "C" of "J.-B. B. Motor Express Limited", passed at a meeting of the Board of Directors of the said Company, held at Montreal on October 11, 1950, and approved by all the Shareholders of the Company at a Special General Meeting called and held for that purpose at Montreal, on October 11, 1950.

C. F. HATTON,
Secretary.

28611-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "The Sherwin Williams Clerical and Technical Employees' Association" — "L'Association d'Employés Cléricaux et Techniciens de Sherwin Williams", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 20, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28613

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs des Laurentides" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 16, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28621

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Home Canadien" under date the twenty-fourth day of October, 1950, whereof the head office is at Montreal-North, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of October, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28623

TIRAGE AU SORT DES OBLIGATIONS DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE DESCHÊNES,
COMTÉ DE GATINEAU

AVIS AUX CRÉANCIERS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 119 de la Municipalité du Village de Deschênes ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 3 octobre 1950, conformément audit règlement: série B, Nos 1, 6, 12, 17 et 47.

Lesdites obligations seront rachetées au pair au Bureau de la Banque Provinciale du Canada, Succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le 1er décembre 1950, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Deschênes, ce 24ième jour d'octobre 1950.

LA MUNICIPALITÉ
DU VILLAGE DE DESCHÊNES,
par: RENÉ-L. MÉNARD, Notaire,
28626-o Secrétaire-Trésorier.

DRAWING OF BONDS, BY LOTS, OF THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF DESCHÊNES,
COUNTY OF GATINEAU

NOTICE TO CREDITORS

The following bonds, issued under the provisions of By-law No. 119 of the Municipality of the Village of Deschênes were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on the 3rd of October 1950, in compliance with the said by-law: serial B, Nos. 1, 6, 12, 17 and 47.

The said bonds will be redeemed at par at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the 1st of December 1950, date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Deschênes, this 24th day of October, 1950.

THE MUNICIPALITY
OF THE VILLAGE OF DESCHÊNES,
by: RENÉ L. MÉNARD, Notary,
28626-o Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 18 octobre 1950 et présentés avant le 29 novembre 1950, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 18 novembre 1950 et reçues avant le 23 novembre 1950, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 13 décembre 1950.

Québec, le 5 octobre 1950.

28498-40-5-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 18th October 1950 and introduced before the 29th November 1950, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 18th November 1950 and received before the 23rd November 1950, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 13th December 1950.

Quebec, October 5th, 1950.

28498-40-5-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Laurentian Appliances Ltd — Accessoires Laurentiens, Ltée", ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à l'honorable Procureur Général de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20 octobre 1950.

LAURENTIAN APPLIANCES, LTD,
ACCESSOIRES LAURENTIENS, LTÉE,
par: SIMON LATOUR,
28627-o Secrétaire.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.", s'adressera au Procureur Général pour demander la permission d'abandonner la charte de la compagnie enregistrée le neuf juillet 1948.

28628-o Le Secrétaire,
(Signé) J.-M. LORANGE.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "Laurentian Appliances, Ltd — Accessoires Laurentiens, Ltée", with Head Office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, October 20th, 1950.

LAURENTIAN APPLIANCES, LTD,
ACCESSOIRES LAURENTIENS, LTÉE,
per: SIMON LATOUR,
28627-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.", will apply to the Attorney General, for leave to surrender its charter, the company having been incorporated on July ninth, 1948.

28628 (Signed) J. M. LORANGE,
Secretary.

AVIS

CROSSBY INC.

La compagnie "Crossby Inc." donne, par les présentes, avis public qu'elle demandera l'abandon de sa charte, conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, le 25 octobre 1950.

La Secrétaire-trésorière,
28630 LETITIA DUPERRE.

NOTICE

CROSSBY INC.

"Crossby Inc." hereby gives public notice that, in conformity with the Quebec Companies' Act, it will apply for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 25th October, 1950.

LETITIA DUPERRE,
28630-o Secretary-Treasurer.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Ville de Bromptonville, et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1. Pour confirmer et ratifier une entente entre la Corporation de la ville de Bromptonville et les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond et la Compagnie Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., en rapport aux taxes municipales et scolaires.

Bromptonville, ce 18 octobre 1950.

Le Procureur de la Corporation de la ville de Bromptonville et des Commissaires pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond,
28631-43-4-o LÉON MÉTHOT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23 concernant l'instruction publique en la cité de Sherbrooke et les différents statuts qui l'amendent, à l'effet:

a) de changer la date de la mise en nomination et de l'élection des candidats à la charge de commissaire;

b) de diviser le territoire du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke en quartiers qui seront représentés chacun par un Commissaire;

c) de pourvoir à l'élection d'un commissaire pour représenter les catholiques de langue anglaise;

d) d'établir qu'aucune association professionnelle d'instituteurs et d'institutrices représentant des personnes au service du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke affiliée à une autre association ou qui n'est pas formée exclusivement de personnes au service dudit Bureau, n'aura qualité pour négocier une convention collective, ni pour y être partie ni pour être reconnue par la Commission des relations ouvrières de la province de Québec comme représentant d'un groupe de salariés.

Sherbrooke, 24 octobre 1950.

Le Procureur du requérant,
28632-43-4-o MAURICE DELORME.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Bromptonville, and the School Commissioners for the Municipality of Bromptonville, in the county of Richmond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a special act for the following purposes:

1. To confirm and ratify an agreement between the Corporation of the Town of Bromptonville and the School Commissioners for the Municipality of Bromptonville in the county of Richmond and the Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., concerning municipal and school taxes.

Bromptonville, October 18, 1950.

LÉON MÉTHOT,
Attorney for the Corporation of the Town of Bromptonville and the Commissioners for the Municipality of Bromptonville in the county of Richmond.
28631-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Board of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the law respecting public instruction in the City of Sherbrooke, 40 Victoria, Chapter 23, and the different statutes which amend it, for the purpose of:

a) Changing the dates of nomination and election of the candidates to the office of commissioner;

b) Dividing the territory of the School Commission by wards each of which will be represented by one commissioner;

c) Providing for the election of a Commissioner to represent the English speaking Roman Catholics;

d) Decreeing that no professional teachers' association representing persons employed by the Board of Roman Catholic School Commissioners, affiliated with another association or which is not exclusively composed of persons employed by the said Board, shall be qualified to negotiate a collective agreement, nor to be a party thereto, nor to be recognized by the Labour Relations Board of the Province of Quebec as representing a group of employees.

Sherbrooke, October 24, 1950.

MAURICE DELORME,
28632-43-4-o Attorney for Petitioner.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1511-50.

Québec, le 13 octobre 1950.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la paroisse de Rimouski, dans le comté de Rimouski, en celui de "Ste-Odile-sur-Rimouski".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28564-42-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1511-50.

Quebec, October 13, 1950.

Application is made to change the name of the school municipality of the parish of Rimouski, in the county of Rimouski, to that of "Ste-Odile-sur-Rimouski".

O. J. DESAULNIERS,
28564-42-2 Superintendent of Education.

N° 1218-50.

Québec, le 17 octobre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Nord, comté de Shefford, les lots 377 et 378 du rang V du canton d'Ely, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Ely-Sud, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28569-42-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1218-50.

Quebec, October 17, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of North Ely, county of Shefford, lots 377 and 378 of range V of the Township of Ely, and to annex them to the school municipality of South Ely, same county.

O. J. DESAULNIERS,
28569-42-2 Superintendent of Education.

805-50.

Québec, le 23 octobre 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 12 octobre 1950, de détacher de la municipalité scolaire de la Ville de Joliette, dans le comté de Joliette, le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer à la municipalité scolaire du Village de Saint-Charles, dans le même comté.

Cedit territoire, qui a la forme d'un triangle est borné de la façon suivante: au nord-est, par la rivière l'Assomption, au sud par le Canadien National et au nord-ouest par le lot N° 213, tel que décrit sur le cadastre officiel de la cité de Joliette. Deux rues traversent ce territoire: a) la rue Saint-Charles, du nord au sud; b) la rue Champlain, de l'est à l'ouest.

Les lots suivants font partie de la rue Saint-Charles; côté est, les 7 lots portant le N° P-1; du côté ouest, 2-23, 2-22, 2-21, P-20, 2-1, 2-2; la rue Champlain, côté sud: 2-21, P-20, 2-19, P-20, 2-18, 2-17, 2-16 et 2-15.

Du côté ouest, la coopérative de Tabacs Laurentiens qui comprend les lots suivants: 2-10, 2-11, 2-12, 2-14, P-213, P-215; côté nord, 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8 et 2-9.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28629-o O. J. DESAULNIERS.

No. 805-50.

Quebec, October 23, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 12th of October, 1950, to detach from the school municipality of the Town of Joliette, in the county of Joliette, the territory hereinbelow described, and to annex it to the school municipality of the Village of Saint-Charles, in the same county.

The said territory of triangular figure which is bounded as follows: on the northeast by the l'Assomption river, on the south by the Canadian National and on the northwest by lot 213 as described in the official cadastre for the City of Joliette. Two streets cross the said territory, a) Saint-Charles street from north to south; b) Champlain street from east to west.

The following lots form part of Saint-Charles street: East side, the 7 lots bearing No. P-1; on the west side: 2-23, 2-22, 2-21, P-20, 2-1, 2-2, Champlain street, south side, 2-21, P-20, 2-19, P-20, 2-18, 2-17, 2-16 and 2-15.

On the west side, the "coopérative de Tabacs Laurentiens" which comprises the following Nos: 2-10, 2-11, 2-12, 2-14, P-213, P-215. North side: 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8 and 2-9.

This Order in Council will become effective on the first day of July, 1951.

O. J. DESAULNIERS,
28629 Superintendent of Education.

N° 1148-49.

Québec, le 26 octobre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rosemère, dans le comté de Terrebonne, les lots 61, 67, 68 et 69 et les lots de la partie subdivisée de cesdits lots, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Sainte-Thérèse, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28633-43-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1148-49.

Quebec, October 26, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Rosemère, in the county of Terrebonne, lots 61, 67, 68 and 69 and the lots of the subdivided part of these said lots, of the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, and to annex them to the school municipality of the Town of Sainte-Thérèse, same county.

O. J. DESAULNIERS,
28633-43-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport (Ville de Montmorency) division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Beauport (town of Montmorency) registration division of Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 83, 116, 117, 124, 126b, 131, 136, 158, 175, 175a, 200, 203, 205, 176, 194, 207a, 219, 220, 226, 232, 233 et 234 est annulée et le lot 1521 est ajouté, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 septembre 1950.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

28614-o

AVIS

Cadastre officiel du village de Como (maintenant municipalité du village de Hudson) division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 64-13, 64-14, et 64-15 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 octobre 1950.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

28614-o

Notice is hereby given that part of lots 83, 116, 117, 124, 126b, 131, 136, 158, 175, 175a, 200, 203, 205, 176, 194, 207a, 219, 220, 226, 232, 233 et 234 is cancelled and lot 1521 is added in virtue of Article 2174A of the civil code.

Québec, September the 28th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

28614-o

NOTICE

Official cadastre of the village of Como (now part of the municipality of the village of Hudson) registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 64-13, 64-14 and 64-15 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, October the 13th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

28614-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'article XVI (industrie des ascenseurs) du décret numéro 407 du 12 avril 1950, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit article de la façon suivante:

Le sous-paragraphe "a" du paragraphe "9" dudit article, sera remplacé par le suivant:

"a) Région de Montréal:

Mécanicien..... \$1.75
Aide..... 1.23"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 octobre 1950.

28639-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section XVI (elevator industry) of the decree number 407 of April 12, 1950, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to him a request to amend the said section as follows:

Paragraph "a" of subsection "9" of the said section will be replaced by the following:

"a) Montreal region:

Mechanic..... \$1.75
Helper..... 1.23"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28,

28639-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Pagé.....	Dominique.....		Contrecoeur.

Valleyfield, le 23 octobre 1950 — Valleyfield, October 23, 1950.

28637-43-2-b

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Octobre 1950 — October 1950)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Beauchemin	Claude	21	Montréal	Séminaire de Philosophie.
2.— Beaupré	Gérard	20	"	Collège Sainte-Marie.
3.— Beauregard	Fernand	20	"	Collège Brébeuf.
4.— Beck	Clifton M.	28	Ville St-Laurent	Université McGill.
5.— Bélanger	André	22	Montréal	Collège Saint-Laurent.
6.— Biron	Alexandre	23	"	Collège Sacré-Cœur, Sudbury.
7.— Bouvier	Adolphe	25	"	Université d'Ottawa.
8.— Brodie	Irwin S.	21	Outremont	Université McGill.
9.— Brown	Tom	22	Montréal	Collège Loyola.
10.— Brunet	Rhéal	26	"	Séminaire d'Ottawa.
11.— Bureau	Jean-Claude	21	"	Externat class. Saint-Jean-Eudes.
12.— Charbonneau	Jean-M.	24	"	Collège Saint-Ignace.
13.— Clark	Henri	20	"	Université McGill.
14.— Dessaulles	Bernard	21	"	Université McGill.
15.— Dorais	J. E.	27	"	Université de Montréal.
16.— Drodry	Natalie	21	"	Université McGill.
17.— Fochs	Guy	21	"	Université de Montréal.
18.— Gagné	Irwin	23	"	Université McGill.
19.— Gliserman	John L.	32	"	Université McGill.
20.— Granda	Claude	22	"	Séminaire de Québec.
21.— Grégoire	Jacques	22	"	Séminaire de Sainte-Thérèse.
22.— Groulx	Rosa B.	23	"	Université McGill.
23.— Gualtieri	Catherine	21	"	Université McGill.
24.— Hood	Frank F.	23	"	Sir George Williams College.
25.— Hubscher	Leo	21	"	Université McGill.
26.— Kolber	Gérard	23	"	Université d'Ottawa.
27.— Lafleur	George	21	"	Collège Loyola.
28.— LaFontaine	E. J.	22	"	Université McGill.
29.— Lattimer	Jean	20	"	Collège Brébeuf.
30.— Laurendeau	J. G.	22	"	Collège Saint-Laurent.
31.— Laurin	Gilles-R.	22	"	Collège Brébeuf.
32.— Lefebvre	R. C.	22	"	Université McGill.
33.— Legge	David	23	"	Cornell University, U.S.A.
34.— Lockerby, Jr.	J. A. A.	32	"	Université McGill.
35.— Macintyre	D. A.	29	"	Université McGill.
36.— Mackenzie	Claude	19	"	Collège Crébeuf.
37.— Marchand	Léo-Conrad	20	"	Université de Montréal.
38.— Marcotte	André	24	"	Université Saint-Joseph, N.B.
39.— Massé	Edgar	21	"	Collège Loyola.
40.— Maugham	Luc	21	"	Université d'Ottawa.
41.— Mercure	Alexander	25	"	Université d'Ottawa.
42.— Mierzewski	Charles A.	23	"	Collège Loyola.
43.— Phelan	Baruch	21	"	Université McGill.
44.— Pollack	Alfred N.	20	"	Université McGill.
45.— Segall	Paul B.	21	"	St. Francis Xavier Un., N.S.
46.— Shaw	M. B.	21	"	Sir George Williams College.
47.— Spiegel	Marcel	20	"	Université de Montréal.
48.— Trudeau	Gérard	24	"	Externat classique Sainte-Croix.
49.— Turmel	C. E.	22	"	Sir George Williams College.
50.— Vachon	Reilly	21	"	Collège Loyola.
51.— Watson	Morris M.	20	"	Université McGill.
52.— Weiner	David H.	21	"	Université McGill.
53.— Wood	Arthur A.	21	"	Université McGill.
54.— Yanofsky	Gilles	23	"	Université de Montréal.
55.— Renaud				

Montréal, le 17 octobre 1950 — Montreal, October 17, 1950.

28590-42-2-o

Le Secrétaire,
W. E. BRONSTETTER,
Secretary.

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Beaulé	Rosaire	20	Rouyn	Université d'Ottawa.
Quain	John-Hamilton	20	Kingsmere	Université d'Ottawa.
Vincent	Roger	22	Ville-Marie	Université d'Ottawa.

Hull, le 20 octobre 1950 — Hull, October 20, 1950.

28637-43-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
R. MILLER WALLACE,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Octobre 1950 — October 1950)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Cartier	James-A.	23		Université McGill.
Cohen	Abraham	26		Université McGill.
Drozner	Michael	25		Université McGill.

Montréal, le 24 octobre 1950 — Montreal, October 24, 1950.

28637-43-2-o

Le Secrétaire,
W. E. BRONSTETTER,
Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le huit novembre prochain et, en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL. D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le quatrième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et de Notre règne le quatorzième

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie

à Québec,

28499-40-5-o

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec:

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTH day of NOVEMBER next and, accordingly, command and order you to mette on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Québec, this fourth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery,

at Québec.

28499-40-5

Sièges sociaux

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU
PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE
"PARADIS & MORIN LTÉE"

Avis est donné que la compagnie "Paradis & Morin Ltée" constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accor-

Head Offices

NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD
OFFICE OF THE COMPANY
"PARADIS & MORIN LTÉE"

Notice is hereby given that the company "Paradis & Morin Ltée" incorporated in the Province of Québec by letters patent issued on the

dées le 4e jour de mars 1950 et ayant son bureau principal dans la province de Québec, a établi son bureau principal au numéro 12435 de la rue Jasmin, à Cartierville, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20e jour d'octobre 1950.

28617-o La Présidente,
Signé: R.-M. PARADIS.

Avis est donné que la compagnie "Plancher Beauceville Flooring Inc.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 17 août 1950, a établi son bureau à Beauceville, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 20 septembre 1950.

28618-o Le Président-Gérant,
DOMINIQUE POULIN.

Avis est donné que la compagnie "Demeules & Frères, Ltée" constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du vingt-unième jour d'août mil neuf cent cinquante, et ayant son bureau principal dans la paroisse de St-Louis de Chambord, dans le comté de Roberval, a établi son bureau au domicile de M. Azarias Demeules, de St-Louis de Chambord, Co. Roberval.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Louis de Chambord, ce vingtième jour d'octobre 1950.

28622-o Le Secrétaire,
AZARIAS DEMEULES.

4th day of March, 1950, and having its head office in the Province of Quebec, has established its head office at 12435 Jasmin street, Cartierville, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office:

Given at Montreal, this 20th day of October, 1950.

28617 Signed: R. M. PARADIS,
President.

Notice is hereby given that the company "Plancher Beauceville Flooring Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the 17th day of August, 1950, has established its office at Beauceville, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 20th day of September, 1950.

28618 DOMINIQUE POULIN,
President-Manager.

Notice is hereby given that the company "Demeules & Frères, Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, one thousand nine hundred and fifty, and having its head office in the parish of St-Louis de Chambord, in the county of Roberval, has established its office in the domicile of Mr. Azarias Demeules, of St-Louis de Chambord, county of Roberval.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at St-Louis de Chambord, this twentieth day of October, 1950.

28622 AZARIAS DEMEULES,
Secretary.

Soumissions

CORRECTION

LA VILLE SAINT-LAURENT

Dans l'avis paru le 21 octobre 1950, à la page 2657, de la *Gazette officielle de Québec*, il aurait fallu lire une échéance de \$39,000.00, au 1er novembre 1966, dans la partie française de cet avis, et non pas \$38,000.00 tel qu'imprimé par erreur.

28600-x-o.

CORRECTION

CITÉ DE SHERBROOKE

On est prié de noter qu'un prix combiné devra être soumis pour les deux émissions de la Cité de Sherbrooke, en vertu des règlements Nos 718 et 727, d'après l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 octobre 1950, à la page 2650, et non pas un prix séparé, tel que stipulé dans ledit avis. La version anglaise de l'avis paru le 21 octobre 1950 mentionne par erreur le 17 novembre 1950 comme date pour la réception des soumissions, alors que la date exacte est le 7 novembre 1950.

28600B-X-o

Tenders

CORRECTION

LA VILLE SAINT-LAURENT

In the notice published on the 21st of October, 1950, on page 2657, of the *Quebec Official Gazette*, please read: a maturity of \$39,000 on the 1st of November, 1966, in the French version of the said notice, and not \$38,000 as printed by mistake.

28600A-x.

CORRECTION

CITY OF SHERBROOKE

Kindly note that a combined price must be submitted for the two issues of the City of Sherbrooke bonds, authorized under by-laws Nos. 718 and 727, indicated in the notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* of October 21st, 1950, on page 2650, and not a separate price for each issue as stipulated in the said notice.

The English version of the notice of October 21st 1950 erroneously mentioned the 17th of November 1950 as the date for the receiving of tenders, whereas the correct date should read November 7th, 1950.

28600B-X-o

Province de Québec

VILLAGE DE KNOWLTON
(Comté de Brome)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné J. W. Martin, sec.-trés. C.P. 354, Knowlton, comté de Brome, jusqu'à 8 heures P.M. mercredi, le 15 novembre 1950, pour l'achat d'une émission de \$50,000 d'obligations du village de Knowlton, datées du 1er septembre 1950, et remboursables par séries, du 1er sept. 1951, au 1er sept. 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1951	\$2,000.00
1er septembre 1952	2,000.00
1er septembre 1953	2,000.00
1er septembre 1954	2,000.00
1er septembre 1955	2,000.00
1er septembre 1956	2,000.00
1er septembre 1957	2,000.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,500.00
1er septembre 1960	2,500.00
1er septembre 1961	2,500.00
1er septembre 1962	2,500.00
1er septembre 1963	2,500.00
1er septembre 1964	3,000.00
1er septembre 1965	3,000.00
1er septembre 1966	3,000.00
1er septembre 1967	3,000.00
1er septembre 1968	3,000.00
1er septembre 1969	3,000.00
1er septembre 1970	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payable au bureau chef d'une banque à charte, à Montréal, Québec ou à Knowlton.

Les dites obligations peuvent, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si le prix de la soumission comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées, à une assemblée du Conseil du Village de Knowlton, qui sera tenue le quinzième jour du mois de novembre 1950, à 8 heures p.m., à l'édifice du Comté.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Knowlton, (comté de Brome), ce 21 octobre 1950.

Le Secrétaire-Trésorier,
J. W. MARTIN,
C. P. 354, Knowlton,
Comté de Brome.

28642

Province of Quebec

VILLAGE OF KNOWLTON
(County of Brome)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. W. Martin, sec.-treas., P.O. Box 354, Knowlton, County of Brome, until 8 o'clock p.m. Wednesday, November 15th 1950, for the purchase of an issue of \$50,000 of bonds of the Village of Knowlton, dated September 1st, 1950 and redeemable serially from Sept. 1st, 1951 to Sept. 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1951	\$2,000.00
September 1st, 1952	2,000.00
September 1st, 1953	2,000.00
September 1st, 1954	2,000.00
September 1st, 1955	2,000.00
September 1st, 1956	2,000.00
September 1st, 1957	2,000.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,500.00
September 1st, 1960	2,500.00
September 1st, 1961	2,500.00
September 1st, 1962	2,500.00
September 1st, 1963	2,500.00
September 1st, 1964	3,000.00
September 1st, 1965	3,000.00
September 1st, 1966	3,000.00
September 1st, 1967	3,000.00
September 1st, 1968	3,000.00
September 1st, 1969	3,000.00
September 1st, 1970	3,500.00

Capital and interest are payable at the principal office of a chartered bank at Montreal, Quebec or Knowlton.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council of the Village of Knowlton to be held on the 15th day of the month of November, 1950, at 8 o'clock p.m., at the County Building.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Knowlton, (County of Brome), this 21st of October 1950.

J.-W. MARTIN,
Secretary-Treasurer,
P. O. Box 354, Knowlton,
County Brome.

29632-o

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'Hôtel-de-ville de la Cité de Lachine, 1800 rue St-Joseph, Lachine, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 14 novembre 1950, pour l'achat d'obligations de la Cité de Lachine au montant de \$695,000.00 remboursables par séries vingt ans, datées du premier novembre 1950 et émises sous l'autorité des règlements 972, 981, 982, 999 et 1038, 1002, 1008, 1013, 1021, 1024 et 1033, 1027, 1028, 1030, 1032, 1039 et 1043 du conseil de la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er et mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Le premier novembre des années	Rachat annuel
1951.....	\$24,500.00
1952.....	25,500.00
1953.....	26,000.00
1954.....	27,000.00
1955.....	28,000.00
1956.....	29,000.00
1957.....	30,000.00
1958.....	31,000.00
1959.....	32,000.00
1960.....	33,000.00
1961.....	34,000.00
1962.....	35,000.00
1963.....	37,000.00
1964.....	39,000.00
1965.....	40,000.00
1966.....	42,000.00
1967.....	44,000.00
1968.....	45,000.00
1969.....	46,000.00
1970.....	47,000.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale du conseil de la Cité de Lachine qui sera tenue le 14 novembre 1950, à huit heures du soir, à l'Hôtel-de-ville, 1800 rue St-Joseph, Lachine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de la Cité de Lachine se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Province of Quebec

CITY OF LACHINE
(County of Jacques-Cartier)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the City of Lachine, 1800 St-Joseph street, Lachine up to eight o'clock in the afternoon, the 14th of November 1950, for the purchase of \$695,000.00 of bonds of the City of Lachine, redeemable serially in twenty years, date from November 1st, 1950 and issued under authority of Loan By-laws Nos. 972, 981, 982, 999 and 1038, 1002, 1008, 1013, 1021, 1024 and 1033, 1027, 1028, 1030, 1032, 1039 and 1043 of the council of the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tenderer, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually on the first day of May and the first day of November of each year. The table of redemption is as follows:

November the 1st of of the years	Annual Maturities
1951.....	\$24,500.00
1952.....	25,500.00
1953.....	26,000.00
1954.....	27,000.00
1955.....	28,000.00
1956.....	29,000.00
1957.....	30,000.00
1958.....	31,000.00
1949.....	32,000.00
1960.....	33,000.00
1961.....	34,000.00
1962.....	35,000.00
1963.....	37,000.00
1964.....	39,000.00
1965.....	40,000.00
1966.....	42,000.00
1967.....	44,000.00
1968.....	45,000.00
1969.....	46,000.00
1970.....	47,000.00

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedures in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the special meeting of the council of the City of Lachine to be held the 14th of November 1950, at eight o'clock in the evening, at the City Hall, 1800 St-Joseph street, City of Lachine.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The council of the City of Lachine does not bond itself to accept the highest nor any of the tenders.

Cité de Lachine, ce 18ième jour d'octobre,
Mil neuf cent cinquante.

Le Greffier,
ÉMILE DAOUST,
Hôtel-de-ville, 1800, rue St-Joseph,
28619-o Lachine, Qué.

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE (TERREBONNE)

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Lajeunesse, sec.-trés., Hôtel de Ville, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 14 novembre 1950, pour l'achat de \$243,000 d'obligations de la Ville de Ste-Thérèse, datées du 1er novembre 1950, et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$243,000 — 15 ans

Année	Capital
1er novembre 1951.....	\$ 6,000.00
1er novembre 1952.....	6,500.00
1er novembre 1953.....	6,500.00
1er novembre 1954.....	8,000.00
1er novembre 1955.....	8,000.00
1er novembre 1956.....	8,000.00
1er novembre 1957.....	8,000.00
1er novembre 1958.....	8,000.00
1er novembre 1959.....	8,000.00
1er novembre 1960.....	8,500.00
1er novembre 1961.....	8,500.00
1er novembre 1962.....	8,500.00
1er novembre 1963.....	8,500.00
1er novembre 1964.....	8,500.00
1er novembre 1965.....	133,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt, à Ste-Thérèse, à Québec ou à Montréal.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue le mardi 14 novembre 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel-de-Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (comté de Terrebonne), ce 23 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LAJEUNESSE,
Hôtel-de-Ville,
Ste-Thérèse, comté de Terrebonne. 28641-o

City of Lachine, this 18th day of October 1950.

ÉMILE DAOUST,
City Clerk,
City-Hall, 1800, St-Joseph Street,
28619-o Lachine, Qué.

Province of Quebec

TOWN OF STE-THÉRÈSE (TERREBONNE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J.-A. Lajeunesse, Secretary-Treasurer, Town Hall, Ste-Thérèse, county of Terrebonne, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 14th day of November, 1950, for the purchase of \$243,000 of bonds of the Town of Ste-Thérèse, dated the 1st of November, 1950, and redeemable serially from the 1st of November 1951, to the 1st of November, 1965, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate interest may be the same for the whole issue of it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$243,000 — 15 years

Year	Capital
1st November 1951.....	\$ 6,000.00
1st November 1952.....	6,500.00
1st November 1953.....	6,500.00
1st November 1954.....	8,000.00
1st November 1955.....	8,000.00
1st November 1956.....	8,000.00
1st November 1957.....	8,000.00
1st November 1958.....	8,000.00
1st November 1959.....	8,000.00
1st November 1960.....	8,500.00
1st November 1961.....	8,500.00
1st November 1962.....	8,500.00
1st November 1963.....	8,500.00
1st November 1964.....	8,500.00
1st November 1965.....	133,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Ste-Thérèse, Quebec or Montreal.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on Tuesday, the 14th day of November, 1950, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ste-Thérèse (County of Terrebonne), this 23rd day of October, 1950.

J.-A. LAJEUNESSE,
Secretary-Treasurer,
Town Hall,
Ste-Thérèse, county of Terrebonne. 28641

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE
ST-PAUL-DE-SCOTSTOWN
(COMTÉ DE COMPTON)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul Beaudoin, sec.-trés., St-Paul-de-Scotstown, Scotstown, comté de Compton, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 14 de novembre 1950, pour l'achat de \$48,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Paul-de-Scotstown, datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er déc. 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF
ST-PAUL-DE-SCOTSTOWN
(COUNTY OF COMPTON)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Paul Beaudoin, Secretary Treasurer, St-Paul-de-Scotstown, Scotstown, county of Compton, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 14th day of November, 1950, for the purchase of \$48,000 of bonds of the School Commission of St-Paul-de-Scotstown, dated the 1st of December, 1950, and redeemable serially from the 1st of December, 1951, to the 1st of December, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$48,000—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1951 x	\$15,000
1er décembre 1952 x	15,000
1er décembre 1953	500
1er décembre 1954	1,000
1er décembre 1955	1,000
1er décembre 1956	1,000
1er décembre 1957	1,000
1er décembre 1958	1,000
1er décembre 1959	1,000
1er décembre 1960	1,000
1er décembre 1961	1,000
1er décembre 1962	1,000
1er décembre 1963	1,000
1er décembre 1964	1,000
1er décembre 1965	1,000
1er décembre 1966	1,000
1er décembre 1967	1,000
1er décembre 1968	1,000
1er décembre 1969	1,000
1er décembre 1970	1,000

Note: Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$30,275, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 2 versements de \$15,137.50, en 1951 et 1952 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec ou à Scotstown.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire du village de St-Paul-de-Scotstown (Compton) qui sera tenue mardi le 14 novembre 1950, à 8 heures p.m.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Table of Redemption—\$48,000.00—20 years

Year	Capital
December 1st, 1951 x	\$15,000.00
December 1st, 1952	15,500.00
December 1st, 1953	500.00
December 1st, 1954	1,000.00
December 1st, 1955	1,000.00
December 1st, 1956	1,000.00
December 1st, 1957	1,000.00
December 1st, 1958	1,000.00
December 1st, 1959	1,000.00
December 1st, 1960	1,000.00
December 1st, 1961	1,000.00
December 1st, 1962	1,000.00
December 1st, 1963	1,000.00
December 1st, 1964	1,000.00
December 1st, 1965	1,000.00
December 1st, 1966	1,000.00
December 1st, 1967	1,000.00
December 1st, 1968	1,000.00
December 1st, 1969	1,000.00
December 1st, 1970	1,000.00

Note: The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$30,275, granted by the Provincial Secretary and payable in 2 instalments of \$15,137.50, in 1951 and 1952 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at Montreal, Quebec or at Scotstown.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission, of the Village of Scotstown (Compton), to be held on Tuesday, the 14th day of November, 1950, at 8 o'clock P.M.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest not any of the tenders.

St-Paul-de-Scotstown (Comté de Compton),
ce 21^{ème} jour d'octobre 1950.

St-Paul-de-Scotstown (County of Compton),
this 21st day of October, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL BEAUDOIN,
St-Paul-de-Scotstown,
Scotstown, (Compton).

28620-o

PAUL BEAUDOIN,
Secretary-Treasurer,
St-Paul-de-Scotstown,
Scotstown, (Compton).

28620

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE
DE PORT-ALFRED
COMTÉ DE CHICOUTIMI

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN
OF PORT ALFRED
COUNTY OF CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le soussigné, jusqu'à deux heures (2) de l'après-midi, vendredi, le 17 nov. 1950, pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Port-Alfred au montant de \$25,000.00.

Public notice is hereby given that tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until two o'clock (2) in the afternoon, on Friday, 17th of Nov. 1950, for the purposes of an issue of bonds of the School Commissioners of the Municipality of Port Alfred, for an amount of \$25,000.00.

Ces obligations datées du 1^{er} octobre 1950 seront remboursables en séries, à compter du 1^{er} octobre 1951, au 1^{er} octobre 1960 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier arrivant l'échéance. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

The said bonds dated October 1st 1950, shall be redeemable serially from October 1st 1951, to October 1st 1960 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The Table of redemption of capital is the following:

Tableau d'amortissement—\$25,000.00—10 ans

Année	Capital
1 ^{er} octobre 1951.....	\$2,000.00
1 ^{er} octobre 1952.....	2,000.00
1 ^{er} octobre 1953.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1954.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1955.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1956.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1957.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1958.....	2,500.00
1 ^{er} octobre 1959.....	3,000.00
1 ^{er} octobre 1960.....	3,000.00

Table of Redemption—\$25,000.00—10 years.

Year	Capital
1st October 1951.....	\$2,000.00
1st October 1952.....	2,000.00
1st October 1953.....	2,500.00
1st October 1954.....	2,500.00
1st October 1955.....	2,500.00
1st October 1956.....	2,500.00
1st October 1957.....	2,500.00
1st October 1958.....	2,500.00
1st October 1959.....	3,000.00
1st October 1960.....	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Port-Alfred, Montréal ou Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Port Alfred, Montreal or Quebec.

Les dites obligations pourront en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Said bonds may under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, and be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'une chèque visé égal à 1% du montant de cette émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles de la Municipalité de Port-Alfred, devant être tenue le 17^{ème} jour du mois de nov. 1950 à 3.00 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville de Port-Alfred.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners of the School Municipality of Port Alfred, which shall be held on the 17th of the month of nov. 1950 at 3 o'clock in the afternoon at the City Hall of Port Alfred.

Les Commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

Port-Alfred, le 21 octobre 1950.

Port Alfred, October 21st. 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
J. JACQUES GRAVEL.

28640-o

J.-JACQUES GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

28640-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Circuit
(Havre-Aubert)

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, (Iles de la Madeleine) N° 253
DAME ALICE McPHAIL, épouse séparée de Réginald Clarke, domiciliée et demeurant à Grosse Isle, Iles de la Madeleine, District de Gaspé, demanderesse, vs RÉGINALD CLARKE, agent de Grosse Isle, Iles de la Madeleine, District de Gaspé, défendeur.

Avis publics est par le présent donné que les terres et héritages, sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Quatre lots de terre connus au cadastre officiel de l'Île Coffin, une des Iles-de-la-Madeleine, comme subdivision 254 du lot 17, contenant 0-1-0, Lots nos. 19, 19 et 20 contenant respectivement 14, 18 et 17¼ acres en superficie avec bâtisses dessus érigées et aussi certains droits dans les lots nos. 6, 7 et 8 du même cadastre contenant respectivement 91, 122 et 91 acres en superficie.

Pour être vendus à mon bureau, à Havre-Aubert, I.M., le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, NAPOLEON BRIAND.
Havre-Aubert, 28456-40-2-o
Iles de la Madeleine.
[Première insertion: 7 octobre 1950]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Circuit Court
(Havre-Aubert)

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé (Magdalen Islands) No. 253
DAME ALICE McPHAIL, separated wife of Reginald Clarke, domiciled at Grosse Isle, Magdalen Islands, District of Gaspé, plaintiff, vs RÉGINALD CLARKE, agent of Grosse Isle, Magdalen Islands, District of Gaspé, defendant.

Public notice, is hereby given that the undermentioned land and tenements have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Four lots of land known on the official cadastre of Coffin Island, one on the Magdalen Islands, as subdivision 254 of lot 17, containing 0-1-0, Lot numbers 18, 19 and 20 containing respectively 14, 18 and 17¼ acres in area with buildings thereon erected and also certain rights in lots Nos. 6, 7 and 8 of the same cadastre, containing respectively, 91, 122 and 91 acres in area.

To be sold at my office, at Amherst, M.I. the EIGHTH day of NOVEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLEON BRIAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Havre-Aubert, 28456-40-2-o
Magdalen Island.
[First insertion: October 7, 1950]

PONTIAC

PONTIAC

Cour Supérieure — District de Montréal

Canada, Province de Québec, District de Montréal. N° 283656.
STEVE SAFRANKO, imprimeur faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Associated Presse Reg'd, en

les cité et district de Montréal, demandeur; vs NU-WAY CONSTRUCTION AND TILE CO. LTD., corps politique et incorporé ayant une place d'affaires en les cité et district de Montréal, à 415 rue McGill; et Me Paul Masse, 152 est rue Notre-Dame, Montréal, Be. 1971, avocats distrayants.

1. Les parties nord-est des lots vingt-huit et vingt-neuf du neuvième rang du canton de l'Île du Grand Calumet, moins la partie d'icelle vendue par acte sous seing privé par le major H. T. Scott et le major J. M. Scott, tous deux du village de Fort Coulonge, à "Upper Ottawa Improvement Co. Ltd."; ces parties de lots étant décrites dans un acte enregistré le 11 mars 1949, dans le tome 24, Folio 162, N° 31416; et moins la partie vendue à J. W. Sainte-Marie, le 5 juin 1946, à "Sullivan Island Co. Ltd.", enregistré à Pontiac sous le N° 51937, laquelle partie ensemble avec le droit de passage ci-dessigné, sont marqués en rouge sur un plan préparé par S. E. Farley, le 19 septembre 1945, et annexé à l'acte de vente à "Sullivan Island Co. Ltd."

Superior Court — District of Montreal

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. No. 283656.
STEVE SAFRANKO, printer, carrying on business alone under the firm name and style of "Associated Press Reg'd" in the city and district of Montreal, plaintiff; vs NU-WAY CONSTRUCTION AND TILE CO. LTD., a body politic and corporate having a place of business in the city and district of Montreal, at 415 McGill street; and Me Paul Masse, 152 Notre-Dame Street, East, Montreal, Be. 1971, advocates distracting for costs.

1. The north-east parts of lots twenty-eight and twenty-nine of the ninth range of the township of Grand Calumet Island, less that part thereof sold by deed under private signature by Major H. T. Scott and Major J. M. Scott, both of the village of Fort Coulonge, to Upper Ottawa Improvement Co. Ltd; those parts of lots being described in a deed, which has been registered on March 11th, 1949, in vol. 24, folio 162, No. 31416; and less that part sold to J. W. Sainte-Marie on June 5th, 1946, to Sullivan Island Co. Ltd. registered at Pontiac under No. 51937 which part together with the right of way herein designated are shown in red on a plan prepared by S. E. Farley September 19th, 1945, and annexed to deed of sale to Sullivan Island Co. Ltd.

2. Les lots trente, trente-et-un, trente-deux, trente-trois et trente-quatre (30, 31, 32, 33 et 34) du neuvième rang et les lots trente-trois et trente-quatre (33 et 34) du huitième rang, auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Grand Calumet.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, le MARDI, VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1950, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Campbell's Bay, DOMINIC SLOAN.
Québec, le 10 octobre 1950. 28635-43-2
[Première insertion: 28 octobre 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: JEAN PAPILLON, com-
N° 61-178. { merchant de bois, de Gif-
fard, contre LAURENTIDE

HOUSING CONSTRUCTION INC., corpora-
tion légalement constituée ayant sa principale
place d'affaires à Québec, défenderesse, et Lefai-
vre, Marmette & Lefavre, syndics, de la Cité
de Québec, en leur qualité de syndics à la faillite
de Laurentide Housing Construction, Inc., mis
en cause, à savoir:

La subdivision N° 441 (quatre cent quarante-
et-un) du lot N° 47 (quarante-sept) du cadastre
officiel pour la paroisse de Saint-Colomb de
Sillery, comté de Québec, étant un emplacement
situé sur la rue Boisjoli, maintenant en la paroisse
de Saint-Charles-Garnier, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement,
au Palais de Justice, à Québec, le PREMIER
jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures
du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, 26 octobre 1950. AIMÉ DION.
[Première insertion: 28 octobre 1950] 28636-43-2-0
[Seconde insertion: 11 novembre 1950]

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1155

Québec, le 19 octobre 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif
aux métiers de barbier et de coiffeur dans la ré-
gion de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts re-
fondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amende-
ments), les parties contractantes à la convention
collective de travail relative aux métiers de bar-
bier et de coiffeur dans l'Île de Montréal, la cité
de St-Lambert, la municipalité de St-Antoine-de-
Longueuil et la ville de Jacques-Cartier, rendue
obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août
1941, ont présenté au Ministre du Travail une re-
quête à l'effet de modifier ledit décret et ses amen-
dements;

2. Lots thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-
three, and thirty-four (30, 31, 32, 33 and 34)
of the ninth range and lots thirty-three and
thirty-four (33 and 34) of the eighth range on
said Official Plan and Book of Reference of said
township of Grand Calumet.

To be sold at the Registrar's Office for the
county of Pontiac, in Campbell's Bay, on
TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of
NOVEMBER, 1950, at TEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, Sheriff.
Quebec, October 10th, 1950. 28635-43-2
[First insertion: October 28, 1950]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: JEAN PAPILLON, lumber
No. 61-178. { merchant, of Giffard;
against LAURENTIDE

HOUSING CONSTRUCTION INC., a body
politic and corporate having its head office at
Quebec, defendant; and Lefavre, Marmette &
Lefavre, trustees, of the City of Quebec, as
Trustees to the insolvency of the Laurentide
Housing Construction Inc., mis en cause, to wit:

Subdivision No. 441 (four hundred and forty-
one) of lot No. 47 (forty-seven) of the official
cadastre for the parish of Saint-Colomb of
Sillery, county of Quebec, being an emplacement
situate on Boisjoli street, now in the parish of
Saint-Charles-Garnier, with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, in the
Court House, at Quebec, on the FIRST day of
DECEMBER next, at TEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, AIMÉ DION,
Quebec, October 26, 1950. Sheriff.
[First insertion: October 28, 1950] 28636-43-2
[Second insertion: November 11, 1950]

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1155

Quebec, October 19, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating
to the barber and hairdresser trades in the dis-
trict of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the
collective Agreement Act (Revised Statutes of
Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the
contracting parties to the collective labour agree-
ment relating to the barber and hairdresser in the
Island of Montreal, the city of St-Lambert, and
the municipality of St-Antoine-de-Longueuil and
the town of Jacques-Cartier, rendered obligatory
by the decree number 2162 of August 20, 1941,
have submitted to the Minister of Labour a re-
quest to amend the said decree and its amend-
ments;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 9 septembre 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et les villes de Jacques-Cartier, Mackayville, Préville, LeMoyné et Greenfield Park."

2° A l'article V, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux qui apparaissent actuellement dans le décret pour chacun des services concernés, savoir:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	\$0.60
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les samedi et veilles de fêtes chômées spécifiées dans le décret.	0.70"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

28638-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1155

Québec, le 19 octobre 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 246 du 26 février 1948, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 16 septembre 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

La clause suivante est ajoutée à l'article VIII: Dispositions spéciales. N° 83. Notwithstanding toute clause et article à ce contraire, la coupe au bloc des gants doublés et évasés en peau de cheval pour hommes, commandés par le Gouvernement Fédéral, doit être rémunérée à raison de \$1.55 par douzaine de paires. Ce taux s'applique également quand ces gants sont coupés à la "Machine Clicker".

Ce taux est rétroactif au premier janvier 1950.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

28638-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of September 9, 1950;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. Section II is replaced by the following:

"II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal, the city of St. Lambert, Ville Jacques-Cartier, Mackayville, Preville, Ville de Lemoyne and Greenfield Park."

2. In section V, the minimum price hereafter mentioned replace those now mentioned in the decree for each one of the services concerned, namely:

"Haircut for adults, male and female, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	\$0.60
Haircut for adults, male and female, Saturday and eves of holidays mentioned in the decree.	0.70"

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

28638-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

No. 1155

Quebec, October 19, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the fine glove industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 246 of February 26, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of September 16, 1950;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 246, be amended as follows:

The following clause is added to section VIII: Special provisions. 83. Notwithstanding any clause or section to the contrary, block cutting of horsehide, lined slip-on gloves ordered by the Federal Government shall be paid at the rate of \$1.55 per dozen or pairs. This rate also applies when such gloves are Clicker cut."

This rate is retroactive to the first day of January 1950.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

28638-o Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1177

Québec, le 26 octobre 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif
au commerce de détail dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3265 du 6 septembre 1940 et amendements, relatif au commerce de détail dans la cité de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 juin 1950;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre l'approbation des modifications proposées dans ledit avis;

ATTENDU QUE les parties contractantes intéressées en sont venues à une entente au sujet de la question des salaires seulement et qu'elles ont soumis une nouvelle requête en amendement audit décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3265, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" à "l" inclusivement de l'article IV sont remplacés par les suivants:

Salaires hebdomadaires

"Occupations: Homme Femme

a) Chef de rayon dans département faisant \$100,00 d'affaires et plus.	\$55.00	\$43.00
dans département faisant \$50,000 d'affaires et plus	50.00	37.00
dans département faisant moins de \$50,000 d'affaires.	45.00	32.00

Ces taux de salaires comprennent tous boni qui peuvent être dus à cette classe de salariés, en plus de leur salaire régulier; toutefois, l'employé doit recevoir chaque semaine le taux minimum déterminé ci-haut, suivant le chiffre d'affaires fait par le ou les départements dont il est en charge, durant l'année précédente.

b) Chef étalagiste	\$55.00	
c) Chef d'allée.	44.00	
d) Comptable.	45.00	
Assistant-comptable.	32.00	25.00
Préposé à la perception extérieure.	33.00	

e) Commis et employés de bureau: Taux horaires

1. Surnuméraires.	0.48	0.31
2. Supplémentaires.	0.58	0.38
3. Régulier:	Par Semaine	
durant la 1ère année d'expérience.	15.00	14.00
durant la 2ème année d'expérience.	19.00	17.50
durant la 3ème année d'expérience.	22.00	19.50
durant la 4ème année d'expérience.	25.50	
durant la 5ème année d'expérience.	29.00	

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1177

Quebec, October 26, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating
to the retail trade in the City of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of amendments to the decree number 3265 of September 6, 1940, and amendments, relating to the retail trade in the City of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 17, 1950;

WHEREAS objections have been made against the approval of amendments proposed in the said notice;

WHEREAS the contracting parties concerned have reached an agreement upon the matter of wages only and whereas they have submitted a new petition to amend the said decree;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree number 3265, be amended as follows:

1. Subsections "a" to "l" inclusive of section IV are replaced by the following:

Weekly Wages

a) Departmental manager:	Male	Female
With a minimum turnover, in his department of \$100,000.-		
00.	\$55.00	\$43.00
With a minimum turnover of \$50,000.00.	50.00	37.00
Whose turnover is less than \$50,000.00.	45.00	32.00

These rates of wages include all bonuses which may be owned to that class of employees, in excess of their regular wages; however, the employee shall receive each week the minimum rate determined above, according to the turnover of the preceding year in the department or departments of which he is in charge.

b) Head displayer.	\$55.00	
c) Floor-walker.	44.00	
d) Accountant.	45.00	
Assistant-Accountant.	32.00	25.00
Collector (outside).	33.00	

e) Clerk and office employee: per hour

1. Supernumerary employee	\$ 0.48	\$ 0.31
2. Extra employee.	0.58	0.38
3. Regular employee:	per week	
During 1st year of experience	\$15.00	\$14.00
During 2nd year of experience	19.00	17.50
During the 3rd year of experience.	22.00	19.50
During the 4th year of experience.	25.50	
During the 5th year of experience.	29.00	

Tous les employés féminins de cette catégorie ayant trois (3) années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C.....	22.00
1/3 Classe B.....	24.00
1/3 Classe A.....	26.00

Tous les employés masculins de cette catégorie ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C.....	34.00
1/3 Classe B.....	38.00
1/3 Classe A.....	43.00

4. *Etalagistes*: Après avoir complété cinq (5) années d'expériences, les employés masculins de cette catégorie, s'ils veulent avoir droit aux salaires des classes "A", "B" et "C", doivent passer les examens requis pour chacune des classes pour déterminer leur compétence et les salaires déterminés pour chacune des classes sont les suivants:

Classe A.....	49.00
Classe B.....	42.00
Classe C.....	39.00

Quant aux apprentis-étalagistes, ils sont rémunérés selon leurs années d'expérience, au même taux que les commis et employés de bureau.

f) *Autres employés*:

1. <i>Livreur</i>	37.00
Aide-livreur de moins de 21 ans:	
durant la 1ère année d'expérience.....	15.00
durant la 2ème année d'expérience.....	19.00
durant la 3ème année d'expérience.....	22.00
durant la 4ème année d'expérience.....	25.50
durant la 5ème année d'expérience.....	29.00
Aide-livreur de 21 ans et plus.....	31.00
2. <i>Messenger</i>	14.00
3. <i>Chasseur</i>	12.00

g) *Personnel d'atelier*:

1. <i>Homme</i>	Par semaine
i) <i>apprenti tailleur ou couturier</i> :	
1ère année.....	15.00
2ème année.....	18.00
3ème année.....	20.00
4ème année.....	23.50
5ème année.....	27.00

ii) Les tailleurs ou couturiers ayant cinq (5) ans d'expérience ou plus doivent être rémunérés comme suit:

1/3 Classe C.....	32.00
1/3 Classe B.....	36.00
1/3 Classe A.....	40.00

2. *Femmes*:

i) <i>Apprentie modiste ou couturière</i> :	
1ère année.....	14.00
2ème année.....	17.50
3e année.....	19.50

ii) Les modistes-couturières ayant trois (3) années d'expérience ou plus doivent être rémunérés comme suit:

1/3 Classe C.....	22.00
1/3 Classe B.....	24.00
1/3 Classe A.....	27.00

h) Aux fins du présent décret, le chef de rayon des patrons (patterns) dans un ou des établissements visés par ledit décret, n'est pas considéré comme un chef de rayon et il doit être rémunéré au même taux que les commis du sexe féminin.

i) Les hommes de métiers, détenteurs d'une carte de compagnon émise par le Comité paritaire, doivent être rémunérés aux taux de \$41.00 par semaine.

All female employees in this category with three (3) years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	\$22.00
1/3 Class B.....	24.00
1/3 Class A.....	26.00

All male employees in this category with five (5) years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	34.00
1/3 Class B.....	38.00
1/3 Class A.....	43.00

4. *Display*: After five years of experience, the male employees of this category who wish to receive the wages of classes A, B and C shall sit for the examinations required for each class in order to determine their competency and the wages established for each are as follows:

	per week
Class A.....	\$49.00
Class B.....	42.00
Class C.....	39.00

As for apprentice display workers, they shall be paid according to their years of experience on the same basis as clerks and office employees.

f) *Other employees*:

1. <i>Delivery-man</i>	\$37.00
Delivery-man's helper under 21 years of age:	
During first year of experience.....	\$15.00
During 2nd year of experience.....	19.00
during the 3rd year of experience....	22.00
during the 4th year of experience....	25.50
during the 5th year of experience....	29.00
Delivery-man's helper 21 years of age or more.....	31.00
2. <i>Messenger</i>	14.00
3. <i>Errand boy</i>	12.00

g) *Shop personnel*:

1. <i>Male employees</i> :	per week
i) <i>Apprentice-tailor or dress-maker</i> :	
1st year.....	\$15.00
2nd year.....	18.00
3rd year.....	20.00
4th year.....	23.50
5th year.....	27.00

ii) Tailors and dress-makers with 5 years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	32.00
1/3 Class B.....	36.00
1/3 Class A.....	40.00

2. *Female employees*:

i) <i>Apprentice-milliner or seamstress</i> :	
1st year.....	14.00
2nd year.....	17.50
3rd year.....	19.50

ii) Milliners-seamstress with 3 years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	22.00
1/3 Class B.....	24.00
1/3 Class A.....	27.00

h) For the purposes of the present decree, the manager of the patterns department in one or more establishments governed as a departmental manager and shall be paid the same rates as those of the female clerks.

i) Tradesmen holding a journeyman's card issued by the Parity Committee shall be remunerated at the rate of \$41.00 per week.

j) Les apprentis hommes de métier, doivent recevoir les salaires suivants:

Apprenti 1ère année	15.00
Apprenti 2ème année	18.00
Apprenti 3ème année	20.00
Apprenti 4ème année	24.50

L'apprenti homme de métier qui a complété ses quatre (4) années d'apprentissage, mais qui n'a pas passé les examens pour se faire classer compagnon dans son métier, doit recevoir le salaire des hommes d'ouvrage-général.

jj) Nonobstant les dispositions du paragraphe "j" du présent article, les taux de salaire minima suivants s'appliquent aux apprentis du métier d'horloger ou de bijoutier:

1er semestre	10.00
2ème semestre	12.00
2ème année	16.00
3ème année	18.00
4ème année	22.00

k) Le salaire d'un employé d'ouvrage général exécutant divers travaux de réparation, le montage et l'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général" ou du préposé au service, aux fins du présent décret est le suivant:

1. Hommes d'ouvrage général:

a) de moins de 21 ans:	Par semaine
durant la 1ère année d'expérience	15.00
Durant la 2ème année d'expérience	19.00
durant la 3ème année d'expérience	22.00
durant la 4ème année d'expérience	25.50
durant la 5ème année d'expérience	29.00
b) de 21 ans et plus:	31.00
c) travaillant en dehors des heures régulières de travail, soit entre 6.00 p.m. et 8.00 a.m.	0.70 l'heure.

2. Femmes de ménage:

Pour 48 heures de travail par semaine fait de jour ou de nuit	20.00
Travaillant moins de 35 heures par semaine	0.45 l'heure.

3. Préposés aux ascenseurs:

Pour 45 heures de travail	16.00
---------------------------------	-------

1. Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit sera comme suit:

a) gardien de nuit faisant seulement de la surveillance	30.00
b) gardien de nuit qui fait de l'ouvrage général	36.50"

2° Les taux de salaire du personnel de restaurant, apparaissant dans l'alinéa "2" du paragraphe "x" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"Personnel de restaurant:	Par semaine
Filles: 25%	16.50
Filles: 50%	18.75
Filles: 25%	20.75
Hommes: 1/3	19.25
Hommes: 1/3	23.50
Hommes: 1/3	28.75"

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

28638-o

j) Trade apprentices shall receive the following wages:

Apprentice, 1st year	15.00
Apprentice, 2nd year	18.00
Apprentice, 3rd year	20.00
Apprentice, 4th year	24.50

The trade apprentice who has completed four (4) years of apprenticeship but has not passed the examinations to be classified as journeyman in his trade shall receive the wage rate of a general work employee.

jj) Notwithstanding the provisions of subsection "j" of the present section, the following minimum wage rates shall apply to the apprentices of the clockmaking or jewellery trade:

1st six months	\$10.00
2nd six months	12.00
2nd year	16.00
3rd year	18.00
4th year	22.00

k) The wages of a general work employee who does, repair work, the erection and installation of merchandise, whether in stores, warehouses or at the clients' and who performs the work usually known as "general work", or that of the service man, for the purposes of the present decree, is the following:

1. General work employees:	Weekly Wages
a) under 21 years of age during 1st year of experience	\$15.00
during 2nd year of experience	19.00
during 3rd year of experience	22.00
during 4th year of experience	25.50
during 5th year of experience	29.00
b) 21 years of age or more	31.00
c) working outside the regular working hours, i.e. between 6.00 p.m. and 8.00 a.m.	\$0.70 per hour.

2. Charwoman:

for 48 hours of work per week during day or night	20.00
working less than 35 hours per week	\$0.45 per hour.

3. Elevator employee:

for 45 hours of work	16.00
----------------------------	-------

b) The weekly wage rate of night watchmen shall be as follows:

a) night watchman committed to the watch only	30.00
b) night watchman doing general work	36.50

2. The wage rates for Restaurant Employees, mentioned in paragraph "2" of subsection "x" of section IV are replaced by the following:

"Restaurant employees:	Per week
Female: 25%	\$16.50
Female: 50%	18.75
Female: 25%	20.75
Male: 1/3	19.25
Male: 1/3	23.50
Male: 1/3	28.75"

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

28638-o

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1156

Québec, le 19 octobre 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Patrons-Boulangers de Québec et District inc.,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie Pâtisserie et Biscuiterie inc., Québec.
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 septembre 1950;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 septembre 1950.

I. *Définitions.* Dans le présent décret les mots et termes suivants ont le sens et la signification qui leur sont ci-après donnés:

a) Le terme "boulangerie-pâtisserie-biscuiterie" désigne un atelier où l'on fabrique le pain ou tout autre produit comestible préparé au moyen de levure ou autre produit de fermentation ou des biscuits, gâteaux ou pâtisseries de toutes sortes.

b) Le terme "compagnon-boulangier" désigne un salarié qui a la capacité et les connaissances voulues pour interpréter les formules de façon à pouvoir fabriquer, à la main ou à la machine, toute pâte à la levure et cuire du pain, petits pains et brioches, et ayant obtenu un certificat de qualification du bureau des examinateurs du Comité paritaire, conformément à l'article 27 de la Loi de la convention collective, ou qui est en mesure de se prévaloir des dispositions de l'article 35 de ladite Loi.

c) Le terme "premier compagnon-boulangier" ou "assistant-contre-maître" désigne un compagnon-boulangier tel que défini ci-haut qui, tout en exerçant son métier, est responsable de

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1156

Quebec, October 19, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the baking industry in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties hereafter mentioned for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Patrons-Boulangers de Québec et District Inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc.", Quebec.
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 16, 1950;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notice;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 16, 1950.

I. *Definitions:* In the present decree, the following words have the meaning hereafter assigned to them:

a) The words "bakery, cake-shops, biscuit-shop" mean a shop where bread or any other eatables prepared with yeast or other fermentation products, or biscuits, cakes or pastries of all kinds are made.

b) The words "journeyman baker" mean an employee who has the ability and the knowledge required to execute the recipes for making, by hand or machine, any yeast dough or paste and for baking bread, rolls and brioches, and who has obtained a certificate of competency from the Board of Examiners of the Parity Committee, in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Act, or who can take advantage of the provisions of section 35 of the said Act.

c) The words "head journeyman baker" or "assistant foreman" mean a journeyman baker as defined above who, while plying his trade, is responsible for the proper operation of a bakery

la bonne opération d'une boulangerie lorsque plus d'un compagnon-boulangier y sont employés. Il distribue le travail à ses subordonnés, assiste au travail accompli et le surveille et s'assure l'obtention de la matière première et des ingrédients requis.

d) Le terme "compagnon-pâtissier" désigne un salarié qui a la capacité et les connaissances voulues pour interpréter les formules de façon à pouvoir fabriquer, à la main ou à la machine, toute pâte servant à la fabrication des gâteaux et des biscuits de toutes sortes et d'en faire la cuisson, et ayant obtenu un certificat de qualification du bureau des Examineurs du Comité paritaire, conformément à l'article 27 de la Loi de la convention collective, ou qui est en mesure de se prévaloir des dispositions de l'article 35 de ladite Loi.

e) Le terme "premier-compagnon-pâtissier" ou "chef de département" désigne un compagnon pâtissier tel que défini ci-dessus, qui tout en exerçant son métier, est responsable de la bonne opération d'une pâtisserie ou d'un département d'une pâtisserie. Il distribue le travail à ses subordonnés, assiste au travail accompli et le surveille, et s'assure l'obtention de la matière première et des ingrédients requis.

f) Le terme "homme préposé aux pâtes" désigne le salarié dont la fonction principale consiste à mélanger les ingrédients voulus, suivant une formule établie, pour pétrir, à la main ou à la machine automatique (malaxeur) à vitesse variable, une pâte à la levure. Il est responsable de la température de cette pâte une fois mélangée.

g) Le terme "homme préposé aux levains" désigne le salarié dont la fonction principale consiste à ajouter à la pâte initiale des quantités de farine, levure, eau et d'autres ingrédients pour développer un levain.

h) Le terme "homme préposé au four" désigne le salarié dont la fonction principale consiste à cuire du pain, petits pains et brioches dans un four à pelle ou automatique, et de contrôler le chauffage, les degrés de température et le temps de cuisson.

i) Le terme "homme préposé au tôleage" désigne le salarié dont la fonction principale consiste à mouler, à la main ou à la machine et à disposer, à la main ou à l'aide d'une machine, dans les tôles ou autres récipients la pâte en voie de fermentation pour la préparer à la cuisson.

j) Le terme "homme préposé au pesage" désigne le salarié dont la fonction principale consiste à diviser, à la main ou à l'aide d'une machine, la pâte en morceaux de grosseur et pesant donné et à vérifier régulièrement ou occasionnellement la pesanteur des morceaux coupés ainsi.

k) Le mot "aide" désigne le salarié qui, sans compétence particulière, est assigné indifféremment à assister à l'une ou l'autre des opérations ci-dessus décrites ou à toute autre opération secondaire de la boulangerie.

l) Le terme "pâtissier spécialisé" désigne un compagnon-pâtissier tel que défini dans le paragraphe "d" du présent article qui est spécialisé dans la fabrication de tous gâteaux de fantaisies, gâteaux de noces, gâteaux de fêtes et missels et de toutes pièces montées en glaçage de fantaisie.

m) Le terme "compagnon-boulangier surnuméraire" désigne un compagnon-boulangier qui n'est pas employé régulièrement à la semaine dans une boulangerie employant régulièrement un contre-maître ou un premier-boulangier et tel nombre de compagnons-boulangiers requis d'après les dispositions du présent décret, mais dont les

when more than one journeyman baker is employed therein. He assigns the work to the employees under him, supervises the work being done and secures all necessary ingredients.

d) The words "journeyman pastry-cook" mean the employee who has the ability and the knowledge required to execute the recipes for making by hand or machine, any cake or biscuit paste and for baking same, and who has obtained a certificate of competency from the Board of Examiners of the Parity Committee in pursuance of the provisions of section 27 of the Collective Agreement Act, or who can take advantage of the provisions of section 35 of the said Act.

e) The words "head journeyman pastry-cook" or "departmental head" mean a journeyman pastry-cook as defined above who, while plying his trade, is responsible for the proper operation of a pastry-shop or a department thereof. He assigns the work to the employees under him, supervises the work being done and secures all necessary ingredients.

f) The words "doughmaker" means the employee whose main occupation is to mix the necessary ingredients, according to a given recipe, for kneading a yeast dough, by hand or automatic machine (kneader) at variable speed. He is also responsible for the dough temperature after mixing.

g) The words "leaven man" mean the employee whose main occupation is to add to the initial dough, quantities of flour, yeast, water and other ingredients to produce a leaven.

h) The words "oven man" mean the employee whose main occupation is to bake bread, rolls and brioche in a peel or automatic oven and to control the heating, the temperature and the baking period.

i) The words "panner" means the employee whose main occupation is to mould, by hand or machine, and arrange, by hand or machine, in pans or other containers the leavening dough in order to prepare same for the baking.

j) The word "weigher" means the employee whose main occupation is to divide, by hand or machine, the dough paste into pieces of given size and weight, and to check regularly or occasionally the weight of such pieces.

k) The word "helper" means the employee with no particular skill who is assigned to various helper's occupations in any one of the operations above described or to any other minor occupation of the baking industry.

l) The words "specialized pastry-cook" mean a journeyman pastry-cook, as defined in subsection "d" hereof, who has specialized in the making of all kinds of fancy cakes, wedding cakes, anniversary cakes and missels, or any other pastry products covered with fancy icing.

m) The words "occasional journeyman baker" mean a journeyman baker who is not employed regularly on a weekly basis, in a bakery employing regularly one foreman and one head baker and such number of journeymen bakers as is required in pursuance of the provisions of the present decree, but whose services are required occasion-

services sont requis occasionnellement pour aider à des contre-maîtres, des premiers-boulangers, des compagnons-boulangers, dans l'exécution de leur travail.

n) Le mot "apprenti" désigne un jeune homme ayant 16 ans révolus, qui apprend le métier de boulanger ou de pâtissier.

o) Le terme "travail de nuit" désigne tout travail exécuté entre 7 heures p.m. et 5 heures a.m.

p) Le mot "vendeur" désigne le salarié qui, en voiture à traction animale, en camion ou de toute autre manière, est préposée à la livraison ou à la vente des produits d'une boulangerie, pâtisserie et d'une biscuiterie, ou qui achète des produits d'une autre maison pour les revendre pour son propre compte.

q) Le terme "aide-vendeur" désigne tout salarié ayant 16 ans révolus, qui aide le vendeur.

r) Le mot "livreur" désigne un salarié préposé exclusivement à la livraison des commandes qu'il n'a pas sollicitées lui-même.

s) Le mot "contre-maître" désigne celui dont la fonction consiste à 1° Surveiller un groupe de salariés; 2° Interpréter des ordres écrits ou oraux; 3° Déterminer la procédure à suivre dans le travail à accomplir; 4° Distribuer l'ouvrage aux groupes d'hommes dont il est responsable; 5° Porter la responsabilité du travail accompli quant à la quantité et la qualité; 6° Reprimander les salariés, corriger, ou critiquer, s'il y a lieu, l'ouvrage exécuté; 7° Entêter ou destituer les salariés sous ses ordres; 8° Exécuter les travaux d'ordre cléricale occasionnellement.

II. *Juridiction industrielle*: Le présent décret régit tous les salariés travaillant dans les boulangeries, les pâtisseries ou les biscuiteries fabriquant des produits pour des fins commerciales ainsi que les vendeurs, les aides-vendeurs et les livreurs à l'emploi de ces boulangeries, pâtisseries ou biscuiteries, qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale décrite à l'article III.

III. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de trente-cinq (35) milles de leurs limites.

IV. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures, réparties sur tous les jours de la semaine excepté le dimanche; cependant, les compagnons, aides et apprentis-boulangers de l'équipe de nuit ont une semaine de cinquante (50) heures.

b) Tout travail exécuté le dimanche, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël doit être rémunéré au taux et demi du salaire.

c) Tout travail exécuté en plus de la semaine régulière de travail doit être rémunéré au taux et demi du salaire.

d) La Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et la Confédération sont des jours chômés. Le lendemain du jour de Noël et du jour de l'An, à moins qu'ils ne suivent ou ne précèdent un dimanche, sont également des jours chômés. A cet effet, la semaine régulière de travail est diminuée d'autant de fois 9 heures qu'il y a de fêtes chômées dans la semaine.

V. *Vacances payées*: a) Tout employeur doit donner une semaine de vacances payées au taux régulier de salaire à tous les salariés qui ont un an de service, dans son établissement. Il doit également accorder une demi-journée de vacances payées par mois de travail à tous ceux qui

ally to help foremen, head bakers and journeymen bakers in the carrying out of their work.

n) The word "apprentice" means a young man of at least 16 years of age who learns the baking or pastry-making trade.

o) The words "night work" mean work done between 7.00 p.m. and 5.00 a.m.

p) The word "salesman" means the person who, with a horsedrawn vehicle or a truck or any other way does the delivery or the sales of the products of a bakery, pastry-shop or biscuit-shop, or who buys products from another firm and sells them on his own account.

q) The words "salesman's helper" means any employee of at least 16 years of age who helps the salesman.

r) The words "delivery man" means an employee exclusively assigned to the delivery of orders which he did not take himself.

s) The word "foreman" means the employee whose functions are 1. to supervise a group of employees; 2. to explain or give out written or oral orders; 3. to determine the proper way of doing the work; 4. to assign the work to groups of men under his direction; 5. to bear the responsibility of the work done as to the quantity and quality; 6. to reprimand the employees, correct or criticize, if need be, the work done; 7. to hire or dismiss employees under his direction; 8. to carry out clerical work occasionally.

II. *Industrial jurisdiction*: The present decree applies to all employees working in bakeries, pastry-shops or biscuit-shops producing for commercial purposes and to salesmen, salesmen's helpers and delivery men, employed by such bakeries, pastry-shops or biscuit-shops, who do business within the territorial jurisdiction of the present agreement.

III. *Territorial jurisdiction*: For the purposes of the present decree, the territorial jurisdiction comprises the cities of Quebec and Levis and the territory comprised in a radius of thirty-five (35) miles from their limits.

IV. *Duration of work*: () The standard work week consists of 54 hours worked every day of the week, except Sunday; however, journeymen, helpers and journeymen's apprentices of the night shift shall have a 50-hour week.

b) Any work performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be paid for at the rate of time and a half.

c) All work performed in excess of the standard work week shall be paid for at the rate of time and a half.

d) St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Dominion Day shall be days kept as holidays. The day after Christmas and the one after New Year's Day, unless immediately following or preceding a Sunday, shall also be days kept as holidays. For that purpose, the standard work week shall be reduced by 9 hours for each holiday occurring in the week.

V. *Vacation with pay*: a) The employee shall give a vacation of one week with pay at regular rate of pay to all his employees with one year of service in his establishment. He shall also give a vacation of one half-day per month of work for all those with less than one year of service, ac-

n'ont pas un an de service, selon la procédure établie dans l'ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum de Québec.

b) Tout salarié a droit à 30 jours de maladie ou absence motivée par année, sans perdre le droit à ses vacances.

VI. *Salaires dans la boulangerie:* a) Les taux minima de salaires hebdomadaires des salariés sont les suivants:

Premier compagnon-boulangier ou assistant-contremaître:	
(établissement de plus de 6 salariés)	\$41.00
(établissement de 6 salariés ou moins)	38.00
Homme préposé aux pâtes	36.00
Homme préposé au levain	36.00
Homme préposé au four	35.00
Homme préposé au pesage	34.00
Homme préposé au tôleage	34.00
Compagnon-boulangier	34.00
Aides	28.00
Apprentis:	
1ère année	18.00
2ème année	21.00
3ème année	25.00

Le compagnon-boulangier surnuméraire doit être rémunéré au taux de \$6.00 par journée normale de travail.

b) Les salariés qui à la date de l'entrée en vigueur du présent décret reçoivent un salaire supérieur au salaire de base prévu pour leurs fonctions, bénéficient de tel salaire supérieur pendant la durée dudit décret, à condition toutefois qu'ils exercent les mêmes fonctions et au service du même employeur.

c) Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis du salarié, autre que le surnuméraire, est inférieur à la semaine normale de travail, il ne doit être fait aucune réduction du salaire.

VII. *Apprentissage dans la boulangerie:* a) Dans la boulangerie, la durée de l'apprentissage est d'au moins trois (3) ans. L'apprenti de chacune de ces 3 années doit fournir au Comité paritaire pour l'enregistrement, ses noms, prénoms et adresse, de même que les noms, prénoms et adresse de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

b) En vue de surveiller l'apprentissage du métier, le Comité paritaire doit tenir compte du temps fait ainsi que des connaissances acquises par l'apprenti dûment enregistré au Comité paritaire pendant sa période d'emploi au service d'un employeur ou d'un employeur professionnel.

Tout changement d'employeur ou d'employeur professionnel doit être signalé au Comité paritaire par l'apprenti.

c) Aucun employeur ou autre personne régie par le présent décret ne peut dans la juridiction territoriale du présent décret prendre à son emploi un apprenti qui n'a pas été préalablement enregistré au bureau du Comité paritaire.

d) Le nombre d'apprentis ne doit en aucun cas dépasser 20% du nombre de contremaître et de compagnons réunis.

e) Dans la petite boulangerie, il est permis à un employeur d'avoir un apprenti ou un aide, pourvu qu'il y ait au moins un compagnon-boulangier (premier-boulangier) payé au taux minimum fixé par le décret.

f) Les apprentis, qui ont suivi un cours dans une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, doivent recevoir un crédit proportionné à leurs études et aux résultats de leurs examens.

VIII. *Salaires dans la pâtisserie et biscuiterie:* a) Les salariés des deux sexes travaillant dans la

cording to the provisions of Ordinance number of the Minimum Wage Commission.

b) Every employee is entitled, every year, to 30 days of absence for illness or other justified causes without losing his vacation rights.

VI. *Bakery wages:* a) The minimum weekly rates of wages of the employees shall be as follows:

Head journeyman baker or assistant foreman:	
in establishments with more than 6 employees	\$41.00
in establishments with 6 employees or less	38.00
Doughmaker	36.00
Leaven man	36.00
Oven man	35.00
Weigher	34.00
Panner	34.00
Journeyman baker	34.00
Helpers	28.00
Apprentices:	
1st year	18.00
2nd year	21.00
3rd year	24.00

The occasional journeyman baker shall receive \$6.00 for a standard work day.

b) The employees who receive, at the time of the coming into force of the present decree, wages higher than the basic ones established herein for their functions shall benefit by such higher wages for the entire duration of the present decree, providing, however, that such employees continue to do the same kind of work for the same employer.

c) When, in any one week, the number of hours of work required from an employee, excluding occasional employees, is less than that of the standard work week, there shall be no deduction from the wages.

VII. *Bakery apprenticeship:* a) In the bakery industry, the duration of the apprenticeship shall be at least three (3) years. The apprentice of any one of these three years shall give the Parity Committee, for registration purposes, his name in full and address as well as the name in full and address of his employer or professional employer.

b) For the purpose of controlling the apprenticeship of the trade, the Parity Committee shall take into account the time served and the knowledge acquired by the apprentice duly registered with the Parity Committee during his period of employment with an employer or a professional employer.

The Parity Committee shall be informed by the apprentice of any change of employer or professional employer.

c) No employer or other person governed by the present decree may, within the territorial jurisdiction of the present decree, employ an apprentice who has not previously registered with the office of the Parity Committee.

d) The number of apprentices shall never exceed 20% of the total number of both foremen and journeymen.

e) In a small bakery, an employer may have one apprentice or helper providing he has at least one journeyman baker (head baker) paid the minimum rate established in the decree.

f) Apprentices who have followed a course in a school governed by the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to their studies and to the result of their examinations.

VIII. *Wages in pastry and biscuit shops:* a) The male and female employees working in a

pâtisserie, où l'on fabrique des gâteaux, des biscuits, ou des pâtisseries de toutes sortes, sont divisés en 2 catégories de la façon suivante:

Catégorie I: Les salariés des deux sexes affectés à la fabrication des produits ci-haut énumérés, contremaître, premier pâtissier, chef de département, assistant contremaître et compagnon-pâtissier.

Catégorie II: Les salariés des deux sexes préposés à l'emballage, aux commandes et à l'échantillonnage.

Les salariés employés dans un magasin de gros ou de détail faisant partie d'une industrie visée par le présent décret doivent obligatoirement y être inclus.

b) Dans toute pâtisserie et biscuiterie, les salaires minima hebdomadaire suivants doivent être payés pour les salariés de la catégorie I.

Premier compagnon-pâtissier, chef de département ou assistant contremaître:	
(établissement de plus de 6 salariés)	\$41.00
(établissement de 6 salariés ou moins)	38.00

Les autres salariés de la catégorie I sont divisés en trois classes:

	par semaine
Classe "A" 20%	\$27.00
Classe "B" 40%	22.00
Classe "C" 40%	16.00

c) Les salaires de la catégorie II sont les suivants:

Classe "A" 20%	\$18.00
Classe "B" 40%	16.00
Classe "C" 40%	14.00

Dans chaque département où il y a plus de 5 salariés, le Comité paritaire peut recommander, s'il doit y avoir un "Chef de département" et proposer son salaire, le tout sujet à un amendement au décret selon l'article 8 de la Loi.

d) Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié est inférieur à la semaine normale de travail, il ne doit être fait aucune réduction aux salaires prévus au présent article. Cependant, pour les salariés de la catégorie II, il ne doit être fait aucune réduction aux salaires prévus au présent article lorsque ces salariés ont au moins quarante-cinq (45) heures de travail dans la semaine.

IX. Salaires minima dans le département de livraison:

	par semaine
Vendeur ne fournissant que son temps	\$22.00
Aide-vendeur	16.00
Livreur	22.00

Tout vendeur ou aide-vendeur n'est responsable que du crédit qu'il a alloué à son client, après défense formelle et par écrit de son employeur.

X. Préposés à l'entretien: a) Les employés préposés à l'entretien tels que gardiens, hommes de cour, hommes d'écurie, ouvrage général, etc. doivent recevoir un minimum de salaire de \$25.00 par semaine et leurs aides un minimum de salaire de \$16.00 par semaine.

XI. Dispositions générales: a) Les salariés doivent être payés en argent chaque semaine et au complet dans des enveloppes cachetées et initiales par l'employeur ou le comptable; le nom du salarié, la date de la période de paie, le taux de l'heure, le temps supplémentaire, les déductions faites et le montant payé doivent apparaître sur l'enveloppe.

b) Tout salarié remplaçant un autre salarié absent de son travail pour quelque raison que ce

pastry-shop where cakes, biscuits and pastries of all kinds are made are divided into two categories as follows:

Category I: The employees, male and female, engaged in the fabrication of products above mentioned: foreman, head pastry cook, departmental head, assistant foreman and journeyman pastry-cook;

Category II: Male and female employees working at packing, orders and sampling.

Employees of a wholesale or retail store engaged in an industry hereby governed must be included.

b) In all pastry and biscuit shops, the following minimum weekly wages shall be paid to employees of category I:

Head journeyman pastry-cook, departmental head or assistant foreman:	
in establishments with more than 6 employees	\$41.00
in establishments with 6 employees or less	38.00

The other employees of category I are divided into three classes:

	per week
Class "A" 20%	\$27.00
Class "B" 40%	22.00
Class "C" 40%	16.00

c) Wages in category II shall be as follows:

Class "A" 20%	\$18.00
Class "B" 40%	16.00
Class "C" 40%	14.00

In departments with more than 5 employees, the Parity Committee may recommend that there be a departmental head with a given salary, the whole subject to an amendment of the decree in pursuance of section 8 of the Act.

d) When, in any one week, the number of working hours required from an employee is less than that of the standard week there shall be no deduction from the wages established in the present section. As for the employees of category II, the wages established in this section shall not be reduced when they work a minimum forty-five (45) hours in the week.

IX. Minimum wages in the delivery department:

	per week
Salesman giving his time only	\$22.00
Salesman's helper	16.00
Delivery man	22.00

A salesman or salesman's helper shall be held responsible only for credit allowed to a customer after formal interdiction, in writing, by his employer.

X. Maintenance employee: a) Maintenance employees, such as watchmen, yardmen, stable men, general workers, etc., shall receive a minimum of \$25.00 per week; helpers shall receive a minimum of \$16.00 per week.

XI. General provisions: a) Employees shall be paid in cash every week in sealed envelopes initialed by the employer or accountant; the name of the employee, the date of the pay period, the hourly rate, overtime, deductions and the amount paid shall be mentioned on the envelope.

b) Every employee replacing another employee absent for any reason whatsoever for a

soit et pour une période d'une demi-journée ou plus doit recevoir le salaire de base du salarié qu'il remplace et dont il exerce les fonctions si ce salaire est supérieur au sien; dans le cas contraire il continue de recevoir son salaire régulier.

c) Dans toute boulangerie, l'emploi par l'employeur d'un ou plusieurs boulangers surnuméraires est facultatif.

d) Le Comité paritaire a le pouvoir d'intervenir dans les cas où les salariés se plaindront qu'on leur fait faire un genre de travail autre que celui pour lequel ils sont engagés.

e) Dans toute boulangerie, pâtisserie ou biscuiterie il doit y avoir un contremaître, un premier boulanger ou un premier pâtissier.

f) Tout employeur qui fournit gîte et couvert à son salarié sans obligation cependant pour ce dernier d'accepter, peut déduire de son salaire \$10.00 par semaine pour pension ou \$0.50 par repas.

g) Dans certains cas particuliers, le Comité paritaire a le pouvoir de statuer des salaires et conditions autres que ceux apparaissant dans le présent décret sujet à un amendement au décret selon l'article 8 de la Loi.

XII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pendant une période d'une an à compter de cette date.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie une avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

28638-o

Greffier du Conseil Exécutif.

period of one half day or more shall receive the basic wage rate of the employee which he replaces, when such rate is higher than his; otherwise he shall continue to receive his own rate of pay.

c) In any bakery, the employer may hire any number of occasional bakers.

d) The Parity Committee has the right to intervene when employees complain of doing a kind of work other than that for which they have been employed.

e) In all bakeries, pastry-shops or biscuit-shops there shall be a foreman, a head baker or head pastry-cook.

f) Every employer who furnishes room and board to his employees, the latter however not being compelled to accept same, may deduct from the wages \$10.00 per week for board or \$0.50 per meal.

g) In particular cases, the Parity Committee shall have the right to decide upon wages and conditions not established herein, the whole subject to an amendment of the decree in pursuance of section 8 of the Act.

XII. *Duration of the decree*: The present decree shall come into effect on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one year from that date.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the date of its original expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

28638-o

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dubé vs Claveau	2730
Pelletier vs Bourassa	2730

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1155, section "A" — Industrie du gant fin dans la Province.	2747
1155, section "B" — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal.	2746
1156 — Industrie de la boulangerie dans la région de Québec	2751
1177, section "A" — Commerce de détail dans la cité de Québec.	2748

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2665

AVIS DIVERS:

Association des Propriétaires de Taxi du Comté de Drummond (Existence terminée)	2731
Association des Tenanciers de Maisons de Logement — Lodging House Keepers Association (Directeurs)	2731
Ceeness Credit Union Limited (Fondation)	2731
Deschênes, village de (Tirage d'obligations)	2733

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dubé vs Claveau	2730
Pelletier vs Bourassa	2730

ORDERS IN COUNCIL:

1155, part "A" — Fine glove industry in the Province.	2747
1155, part "B" — Barber and hairdresser trades in the district of Montreal.	2746
1156 — Baking industry in the district of Québec.	2751
1177, part "A" — Retail trade in the city of Québec.	2748

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2665

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Propriétaires de Taxi du Comté de Drummond (Existence terminated)	2731
Association des Tenanciers de Maisons de Logement — Lodging House Keepers Association (Directors)	2731
Ceeness Credit Union Limited (Foundation)	2731
Deschênes, village of (Drawing of bonds)	2733

Houde, Laroche & Cie Ltée (Directeurs)	2731
J. B. B. Motor Express Limited (Directeurs)	2732
L'Association d'Employés du Dr. Jackson's Foods Ltd — Dr. Jackson's Foods Ltd. Employees' Association (Formation).	2731
Le Home Canadien (Fondation)	2732
L'Office de l'électrification rurale (Barrage).	2730
Syndicat des Instituteurs des Laurentides (Formation).	2732
The Sherwin Williams Clerical and Technical Employees' Association — L'Association d'Employés Cléricaux et Techniciens de Sherwin Williams (Formation).	2732

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2733
---	------

CHARTES — ABANDON DE:

Crossby Inc.	2734
Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.	2733
Laurentian Appliances, Ltd.—Accessoires Laurentiens, Ltée.	2733

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Berry, Robert <i>et al.</i>	2678
Bromptonville, ville de <i>et al.</i>	2734
Coaticook, ville de	2679
Granby, commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de.	2675
Laframboise, J.-Hugues <i>et al.</i>	2675
La Tuque, ville de	2680
Lortie, Léopold-Marcel	2678
Martineau, Simone.	2676
Matane, ville de	2676
Montréal, cité de	2675
Outremont, cité de.	2675
Poirier, André.	2675
Québec, cité de	2676
Sherbrooke, cité de.	2677
Sherbrooke, commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de.	2734
St-Jérôme, commissaires d'écoles de la cité de <i>et al.</i>	2677
Succession Armand Gauthier	2678
Succession Hermann Gottlieb Huber.	2676
Succession Hon. Joseph Masson	2680
Trois-Rivières, cité de	2680
Victoriaville, commissaires d'écoles de la ville de	2678

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 1-50 — Montréal	2681
Ordonnance N° 2-50 — Québec.	2683
Ordonnance N° 3-50 — Trois-Rivières.	2684
Ordonnance N° 4-50 — Sherbrooke.	2686
Ordonnance N° 5-50 — St-Hyacinthe.	2686
Ordonnance N° 6-50 — Shawinigan	2688
Ordonnance N° 7-50 — Rivière-du-Loup	2689
Ordonnance N° 8-50 — St-Jean-d'Iberville.	2690
Ordonnance N° 11-50 — Drummondville.	2691
Ordonnance N° 12-50 — Grand'Mère.	2692
Ordonnance N° 14-50 — Sorel.	2693

Houde, Laroche & Cie Ltée (Directors).	2731
J. B. B. Motor Express Limited (Directors)	2732
I'Association d'Employés du Dr. Jackson's Foods Ltd — Dr. Jackson's Foods Ltd. Employees' Association (Formation).	2731
Le Home Canadien (Foundation)	2732
Rural Electrification Bureau (Dam)	2730
Syndicat des Instituteurs des Laurentides (Formation).	2732
The Sherwin Williams Clerical and Technical Employees' Association — L'Association d'Employés Cléricaux et Techniciens de Sherwin Williams (Formation).	2732

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2733
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Crossby Inc.	2734
Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.	2733
Laurentian Appliances, Ltd.—Accessoires Laurentiens, Ltée.	2733

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Berry, Robert <i>et al.</i>	2678
Bromptonville, town of <i>et al.</i>	2734
Coaticook, town of.	2679
Granby, Roman Catholic School Commissioners of the city of.	2675
Laframboise, J.-Hugues <i>et al.</i>	2675
La Tuque, town of.	2680
Lortie, Léopold-Marcel	2678
Martineau, Simone.	2676
Matane, town of.	2676
Montreal, city of.	2675
Outremont, city of.	2675
Poirier, André.	2675
Quebec, city of	2676
Sherbrooke, city of.	2677
Sherbrooke, Roman Catholic School Commissioners of the city of.	2734
St-Jérôme, School Commissioners of the city of <i>et al.</i>	2677
Estate of Armand Gauthier	2678
Estate of Hermann Gottlieb Huber	2676
Estate of Hon. Joseph Masson	2680
Trois-Rivières, city of	2680
Victoriaville, School Commissioners of the town of	2678

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 1-50 — Montreal.	2681
Order No. 2-50 — Quebec.	2683
Order No. 3-50 — Trois-Rivières.	2684
Order No. 4-50 — Sherbrooke.	2685
Order No. 5-50 — St. Hyacinthe.	2686
Order No. 6-50 — Shawinigan	2688
Order No. 7-50 — Rivière-du-Loup.	2689
Order No. 8-50 — St-Jean-d'Iberville.	2690
Order No. 11-50 — Drummondville	2691
Order No. 12-50 — Grand'Mère	2692
Order No. 14-50 — Sorel.	2693

Ordonnance N° 15-50 — St-Jérôme	2694	Order No. 15-50 — St. Jérôme	2694
Ordonnance N° 16-50 — Joliette	2695	Order No. 16-50 — Joliette	2695
Ordonnance N° 17-50 — Lévis	2696	Order No. 17-50 — Lévis	2696
Ordonnance N° 18-50 — Amos	2697	Order No. 18-50 — Amos	2697
Ordonnance N° 20-50 — Asbestos	2698	Order No. 20-50 — Asbestos	2698
Ordonnance N° 21-50 — Beauce	2699	Order No. 21-50 — Beauce	2699
Ordonnance N° 23-50 — Berthierville	2700	Order No. 23-50 — Berthierville	2700
Ordonnance N° 24-50 — Bromptonville	2701	Order No. 24-50 — Bromptonville	2701
Ordonnance N° 25-50 — Brownsburg	2702	Order No. 25-50 — Brownsburg	2702
Ordonnance N° 27-50 — Lac St-Jean	2705	Order No. 27-50 — Lake St. John	2705
Ordonnance N° 28-50 — Coaticook	2704	Order No. 28-50 — Coaticook	2704
Ordonnance N° 29-50 — Cowansville	2705	Order No. 29-50 — Cowansville	2705
Ordonnance N° 31-50 — Danville	2706	Order No. 31-50 — Danville	2706
Ordonnance N° 32-50 — Windsor Mills	2707	Order No. 32-50 — Windsor Mills	2707
Ordonnance N° 33-50 — Donnacona	2708	Order No. 33-50 — Donnacona	2708
Ordonnance N° 35-50 — Granby	2709	Order No. 35-50 — Granby	2709
Ordonnance N° 37-50 — Matane	2710	Order No. 37-50 — Matane	2710
Ordonnance N° 38-50 — La Tuque	2711	Order No. 38-50 — La Tuque	2711
Ordonnance N° 43-50 — Montmagny	2712	Order No. 43-50 — Montmagny	2712
Ordonnance N° 44-50 — Abitibi	2713	Order No. 44-50 — Abitibi	2713
Ordonnance N° 45-50 — Richmond	2714	Order No. 45-50 — Richmond	2714
Ordonnance N° 46-50 — Rimouski	2715	Order No. 46-50 — Rimouski	2715
Ordonnance N° 48-50 — Stanstead	2716	Order No. 48-50 — Stanstead	2716
Ordonnance N° 50-50 — St-Gabriel-de-Brandon	2717	Order No. 50-50 — St-Gabriel-de-Brandon	2717
Ordonnance N° 53-50 — Thetford	2718	Order No. 53-50 — Thetford	2718
Ordonnance N° 54-50 — Trois-Pistoles	2719	Order No. 54-50 — Trois-Pistoles	2719
Ordonnance N° 59-50 — Waterloo	2720	Order No. 59-50 — Waterloo	2720
Ordonnance N° 60-50 — Waterville	2721	Order No. 60-50 — Waterville	2721
Ordonnance N° 64-50 — Farnham	2722	Order No. 64-50 — Farnham	2722
Ordonnance N° 70-50 — Mont-Joli	2723	Order No. 70-50 — Mont-Joli	2723
Ordonnance N° 71-50 — Rigaud	2724	Order No. 71-50 — Rigaud	2724
Ordonnance N° 72-50 — Ste-Anne-de-Beaupré	2725	Order No. 72-50 — Ste-Anne-de-Beaupré	2725
Ordonnance N° 73-50 — Matapédia	2726	Order No. 73-50 — Matapédia	2726
Ordonnance N° 76-50 — La Sarre	2727	Order No. 76-50 — La Sarre	2727
Ordonnance N° 78-50 — Charlevoix	2728	Order No. 78-50 — Charlevoix	2728
Ordonnance N° 79-50 — L'Assomption	2729	Order No. 79-50 — L'Assomption	2729

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Ely-Nord	2735
Joliette, ville de	2735
Rosemère	2735
Rimouski, paroisse de	2735

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:	
Beauport, paroisse de	2735
Como, village de	2736

TRAVAIL:

Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2736
---	------

EXAMENS DU BARREAU:

Hull: étude du droit	2737
Montréal: étude du droit	2737
Richelieu: étude du droit	2738
Montréal: étude du droit	2736

LETTRES PATENTES:

Hardware Retailers Association of Montreal	2666
L'Évêque Catholique Romain de Joliette — The Roman Catholic Bishop of Joliette	2669
Manhattan Realities Ltd.	2667
Montreal Apartments, Ltd.	2667
Motor Car Importers Ltd.	2667
National Caterers Limited	2668
Novelty Pants & Sportswear Ltd.	2668

EDUCATION:

School Municipality of:	
North Ely	2735
Joliette, town of	2735
Rosemère	2735
Rimouski, parish of	2735

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Beauport, parish of	2735
Como, village of	2736

LABOUR:

Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2736
--	------

BAR EXAMINATIONS:

Hull: study of law	2737
Montreal: study of law	2737
Montreal: study of law	2738
Richelieu: study of law	2736

LETTERS PATENT:

Hardware Retailers Association of Montreal	2666
L'Évêque Catholique Romain de Joliette — The Roman Catholic Bishop of Joliette	2669
Manhattan Realities Ltd.	2667
Montreal Apartments, Ltd.	2667
Motor Car Importers Ltd.	2667
National Caterers Limited	2668
Novelty Pants & Sportswear Ltd.	2668

Supreme Laces Inc.	2669	Supreme Laces Inc.	2669
Veritas Inc.	2669	Veritas Inc.	2669

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Better Homes Builders Limited.	2670
Champlain Lumber Co. Limited	2670
C. O. Monat & Compagnie Limitée ...	2670
Courtland Park Housing Corporation..	2671
Drouin, Dubois & Sigouin Inc.	2671
Duplan Dyeing Co. Ltd..	2671
Duplan of Canada Ltd..	2671
Gaspé Copper Mines, Limited.	2672
Harpel Limited.	2672
I. Richer Inc.	2672
J. B. B. Motor Express Limited.	2672
J. Eliosoff & Sons Co..	2673
Kork Trading Corporation.	2673
La Compagnie des Ingénieurs-Entre- preneurs Limitée — The Contracting- Engineers Company Limited.	2673
Modern Motor Sales Limited.	2674
Paul-Emile Cloutier Inc.	2674
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.	2674
Town & Country Motors Limited.	2674

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2738
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Demeules & Frères, Ltée.	2739
Paradis & Morin Ltée.	2738
Plancher Beauceville Flooring Inc.	2739

SOUMISSIONS:

Knowlton, village de	2740
Lachine, cité de.	2741
Port-Alfred, commission scolaire de la ville de	2744
Sherbrooke, cité de (Correction)	2739
Ste-Thérèse, ville de.	2742
St-Laurent, ville de (Correction).	2739
St-Paul-de-Scotstown, commission sco- laire de.	2743

VENTES PAR SHÉRIFS:

GASPÉ:

McPhail vs Clarke.	2745
-------------------------	------

PONTIAC:

Safranko vs Nu-Way Construction and Tile Co. Ltd..	2745
--	------

QUÉBEC:

Papillon vs Laurentide Housing Cons- truction Inc.	2746
--	------

28643-o

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Better Homes Builders Limited.	2670
Champlain Lumber Co. Limited	2670
C. O. Monat & Compagnie Limitée ...	2670
Courtland Park Housing Corporation..	2671
Drouin, Dubois & Sigouin Inc.	2671
Duplan Dyeing Co. Ltd..	2671
Duplan of Canada Ltd..	2671
Gaspé Copper Mines, Limited.	2672
Harpel Limited.	2672
I. Richer Inc.	2672
J. B. B. Motor Express Limited.	2672
J. Eliosoff & Sons Co..	2673
Kirk Trading Corporation.	2673
La Compagnie des Ingénieurs-Entre- preneurs Limitée — The Contracting- Engineers Company Limited.	2673
Modern Motor Sales Limited.	2674
Paul-Emile Cloutier Inc.	2674
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.	2674
Town & Country Motors Limited.	2674

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2738
--	------

HEAD OFFICES:

Demeules & Frères, Ltée.	2739
Paradis & Morin Ltée.	2738
Plancher Beauceville Flooring Inc.	2739

TENDERS:

Knowlton, village of.	2740
Lachine, city of.	2741
Port-Alfred, School Commission of the town of.	2744
Sherbrooke, city of (Correction)	2739
Ste-Thérèse, town of.	2742
St-Laurent, town of (Correction).	2739
St-Paul de Scotstown, School Commis- sion of.	2743

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

McPhail vs Clarke.	2745
-------------------------	------

PONTIAC:

Safranko vs Nu-Way Construction and Tile Co. Ltd..	2745
--	------

QUÉBEC:

Papillon vs Laurentide Housing Cons- truction Inc.	2746
--	------

28643-o

